

DIVIDE AND RULE

Lalit met Human Rights Watch en garde sur le dossier de la souveraineté



A SHORT HISTORY OF COLONIALISM, A MODERN CRIME AGAINST HUMANITY? CHAGOS ARCHIPELAGO: THE LAST BRITISH COLONY IN AFRICA

BY PROFESSOR PHILIPPE SANDS, OC, GCSK

Lecture organised by the Prime Minister's Office in Collaboration with the Charles Telfair Centre



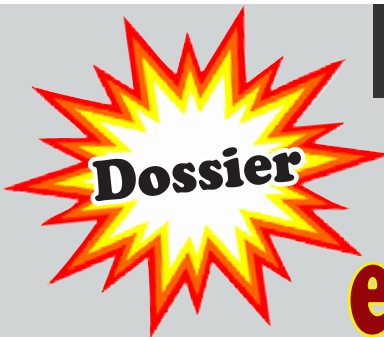
- Chagossians, as well as being Chagossian, are and always have been Mauritian
- Le Pr Philippe Sands KC lance «La Dernière Colonie»



14 janvier 2023 No. 295 Gratuit

Carburants : Les prix restent inchangés

- Rajiv Servansingh : « Le gouvernement, dans sa sagesse, a décidé de maintenir les prix des carburants »



COMMISSION DE POURVOI EN GRÂCE

Débats faussés sur toute la ligne et amnésie sélective des opposants!

- Pourquoi le silence radio de l'Opposition sur la grâce présidentielle accordée à Ehsan Juman et Thierry Henry entre autres...

• Me Neelkanth Dulloo : « Selon la constitution, tout est correct... Pena aukenn preve ki fine ena maldonne »

• « C'est cheap politics », dit Me Samad Golamally

• Me Jacques Panglose : « La grâce est simplement un geste de magnanimité »

• « Fodrer pas nou juge sa décision la en fonction ki le fils du Commissaire de police », estime l'ancien juge Vinod Boolell

• « La loi couma li eter li pa exige explication de la commission », martèle Me Raouf Gulbul

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE DU MSM POUR L'ANNÉE 2023 MANEESH GOBIN :

« Nous sommes cautiously optimistic en raison des risques et dangers sur le plan géopolitique mondial »

• « La grâce présidentielle existe depuis de nombreuses années dans notre pays et cela demeure une prérogative constitutionnelle »



SCANDALE AUX ETATS-UNIS

Joe Biden dans la tourmente avec les documents confidentiels retrouvés chez lui...



Actualités

GRÂCE PRÉSIDENTIELLE : AMNÉSIE SÉLECTIVE DES OPPOSANTS !

Pourquoi le silence radio de l'Opposition sur la grâce présidentielle accordée à Ehsan Juman et Thierry Henry entre autres...

- « Je n'ai jamais été gracié » affirmait le député du No 3 alors qu'il a bel et bien bénéficié d'un free pardon par Barlen Vyaporee, alors président par intérim.
- Thierry Henry fut poursuivi pour conduite en état d'ivresse.
- Les deux soutiennent avoir seulement demandé que leurs délits ne figurent pas sur leurs certificats de moralité...

Depuis que l'affaire Dip a été rendue publique, on aurait l'impression que la grâce présidentielle est une invention nouvelle, mise sur pied pour favoriser le fils d'Anil Kumar Dip ou des proches du MSM. On aurait pu croire que la Commission de Pourvoi en grâce est un outil politique visant à persécuter les opposants du gouvernement en place. Mais non ! L'idée que veut nous vendre Linion Pep Morisien et les autres partis de l'opposition est fausse. La Commission de Pourvoi en grâce existe depuis avant l'indépendance du pays en 1968. Et chaque citoyen du pays a le droit de se faire gracier par cette commission... La grâce présidentielle est tout sauf une faveur réservée à un petit groupe de personne. Survol !

« Je n'ai jamais été gracié. J'ai plutôt formulé une demande auprès de la Commission de pourvoi en grâce afin que le délit ne figure pas sur mon certificat de moralité », peut-on lire dans la presse cette semaine. Cette déclaration est celle d'Ehsan Juman, député du Parti Travailleiste. Dit-il toute la vérité ?

Le 31 août 2009, Ehsan Juman est reconnu coupable de 'Bribery of Public Official' devant la cour Intermédiaire. L'affaire 466/08 le condamne à une peine d'emprisonnement d'un mois pour avoir soudoyé un officier de police avec Rs 100 alors qu'il conduisait son camion à Phoenix, téléphone en main.

En 2016, devant la cour d'appel Ehsan Juman voit sa peine d'emprisonnement



Ehsan Joomun

commuée en 60 heures de travaux communautaires à l'hospice St Jean de Dieu.

En 2018 alors qu'il lorgnait un ticket électoral auprès du PTr, il fait une demande auprès de la commission. Barlen Vyaporee qui était alors acting président de la République a agréé à sa demande et le 26 novembre 2018, Ehsan Juman obtient un 'Free Pardon' (Ref : 16600/6735) qui lui redonne un casier judiciaire vierge ! Sans cela il n'aurait pas été candidat en 2019 !

Cela prouve qu'il n'y a pas d'ingérence politique et que le président n'agit que sur les recommandations de la commission.

Parallèlement, le PMSD de Xavier Duval a souvent sollicité la Commission de Pourvoi en grâce pour que Thierry Henry puisse bénéficier d'une grâce présidentielle.

C'est en avril 2016 qu'un jeune de 24 ans, Stephano André est fauché par la voiture que conduisait Thierry Henry, alors député bleu. Accusé d'homicide involontaire par imprudence. Thierry

Comme Ehsan Juman, Thierry Henry insiste également sur le fait qu'il n'ait pas demandé la grâce présidentielle mais fait une demande pour que le délit ayant entraîné mort d'homme n'apparaisse pas sur son certificat de moralité. Très louche que Xavier Duval, leader du PMSD et de l'opposition ne s'empresse pas à demander la démission de la commission maintenant.

Ces deux cas démontrent ainsi que la Commission de Pourvoi en grâce effectue son travail sans la moindre interférence politique comme veut le faire croire certaines têtes brûlées de l'opposition.

La fixation faite sur Chandraprakash Dip, est intrigante ! Car selon la logique adoptée par les opposants du régime en place, ceux qui s'opposent aux institutions, ceux qui veulent à tout prix mettre le pays à feu et à sang, tout le monde doit avoir une deuxième chance dans la vie !

On ne dit pas que Juman et Henry n'avaient pas le droit de bénéficier d'une grâce présidentielle mais il faut que les arguments hypocrites et puants de faussetés cessent contre l'intégrité de la Commission de Pourvoi en grâce et les autres institutions du pays.



Thierry Henry

L'amour et la paix : les plus grands et plus importants défis de 2023

La dernière page de 2022 s'est tournée il y a quelques jours avec la reprise de nos besognes quotidiennes. Après les festivités de fin d'année qui se sont estompées comme elles ont commencé, c'est-à-dire de manière timide et sobre, place désormais à l'intro de l'année 2023.

Cette fameuse année que beaucoup d'entre nous attendaient pour écrire un nouveau chapitre de notre histoire, moins marquée par des crises (individuelles ou mondiales), des drames, des peines, des échecs, des peurs, de la haine ou de l'incompréhension.

Pour la majorité d'entre nous, 2023 commence avec d'immenses espoirs d'aboutissement, de réussite et de bonheur. C'est d'ailleurs ce que nous souhaitons également à chacun d'entre vous.

Comme vous le savez, à **Le Xournal**, une de notre philosophie première est que tout être humain, qui vit sur cette terre, puisse trouver la paix et la joie pour qu'un jour, tous ensemble dans une harmonie saine, nous travaillons main dans la main dans le but de redonner sa véritable splendeur à ce monde.

Ainsi, pour ceux qui rejoignent cette même vision et objectif de voir plus de sourires, de moments jovioux, de sérénité, de collaboration et d'entraide, le message suivant sera très important. Car l'année 2023 reste à tout point de vue l'année de tout espoir certes mais aussi celle des défis.

Il nous aurait été facile de vous faire entendre que des mots et paroles prometteurs que vous voulez entendre, vous présentant uniquement nos meilleurs vœux, vous disant qu'elle sera meilleure, pour que vous puissiez continuer sur une note blanche et sans entacher votre esprit. Mais nous pensions plus judicieux de vous mettre immédiatement dans l'ambiance. Vous nous remercirez plus tard !

En vrai de vrai, chaque année, c'est

le même exercice qui se répète. On présente ses meilleurs vœux, on souhaite que l'année nouvelle soit plus belle, plus joyeuse et plus heureuse que la précédente. Tel un vieux disque rayé que l'on ressort en janvier, on se promet de tenir des résolutions mais que l'on s'empresse d'oublier quelques jours plus tard.

En ce beau début d'année malheureusement, l'heure est déjà aux choses sérieuses car on a désormais plus le luxe de retomber dans nos travers ou de faire du surplace. Dans le contexte que

Cela ne sera bien-sûr pas évident vu la profondeur dans laquelle nos âmes ont été perverties dans l'orgueil, la jalousie, la fierté et autres maux mais tel est l'effort que nous devons faire pour vraiment pouvoir aller de l'avant.

Je vous le dis, en vérité, nos joies et bonheur ne seront que temporaires si nous ne changeons pas nos mauvaises habitudes, notamment de critiquer, de reprocher, de comparer, ou de se vanter d'être meilleur que son prochain.

Adoptons, au contraire, pour 2023, une nouvelle culture de paix, d'amour

recommencer, mais au total, il n'y aura que très peu de changement si ce n'est que la date. Car en vrai, on court toujours vers des buts égoïstes sans imaginer les conséquences qu'ils peuvent avoir sur nous, notre entourage et la société. Et on peine toujours à accepter son prochain.

Pour les jours suivants, essayons de nous améliorer en tant qu'enfants, parents, proches, citoyens, Mauriciens et êtres humains. Maintenant plus que jamais, le monde a besoin d'humanité. Le monde a besoin d'énergies positives. Le monde a besoin de nous.

Certains de nos aînés ont eu la chance de vivre dans un monde où il fait bon vivre. Cela n'est pas un mythe. Faisons l'effort pour que même si ce n'est pas nous mais au moins, nos enfants pourront en profiter.

D'ailleurs, pour ceux qui ne savent pas, telle est notre mission ici-bas. Et même temps, si on ne suit pas la route que l'on s'était tracée, il n'est pas impossible que les chemins escarpés et autres sentiers nous amènent à une meilleure destination que prévue.

Sur ce, j'ai la joie de souhaiter que votre année

2023 soit remplie de bénédictions et de temps privilégié avec le créateur pour continuer à grandir avec Lui ! Et il est aussi important de dire que c'est grâce à vous, nos lecteurs, que nous accomplissons ce travail quotidien d'information et d'analyse mais aussi de message de paix.

En février 2022, la Russie lançait les hostilités contre l'Ukraine... Au terme d'un an de conflit, le bilan est effroyablement lourd : probablement 200 000 morts chez les soldats, et 40 000 parmi les civils...

En cette période particulièrement sombre, **Le Xournal** forme des vœux pour la paix, en particulier en Ukraine et en Afrique aussi bien que dans le monde en général.

Joël Marianne
Rédacteur en chef



nous vivons actuellement, on n'a plus aucune autre solution à part d'avancer. Faute de quoi, nous serons condamnées à reculer.

On le sait, en ce moment, l'esprit est encore rempli de bonnes intentions et d'imaginations. Il est d'ailleurs bien bon de se projeter, d'avoir des objectifs, de l'ambition et des rêves que ce soit pour soi, sa famille, ses proches ou même, son quartier ou pays.

Mais, il serait encore mieux de se jeter à l'eau et de commencer à faire ces petites bonnes actions qui dorment dans un petit coin de nos pensées. Il est grand temps que chaque personne apporte sa pierre à l'édifice et aide à construire cette société tant rêvée où la haine, la violence, le mal n'ont plus leur place.

et d'entraide, ces mots qui sortent souvent de nos bouches mais rarement de nos cœurs.

Soutenir les plus pauvres, enseigner les ignorants, soulager les esprits tourmentés, donner de l'amour aux âmes seuls... c'est dans cela que nous devons trouver notre satisfaction et épanouissement. Et non pas dans les choses futiles qui ne font qu'alimenter nos rancœurs.

Peu arrivent à le remarquer mais nous sommes à un tournant de notre destin. Les catastrophes mondiales et les accumulations de problèmes, que nous avons vécu et subi, ont voilé le ciel de notre conscience d'un nuage noir.

Avec la venue de cette nouvelle année, on a vu une occasion de tout

Actualités

COMMISSION DE POURVOI EN GRÂCE

Débats faussés sur toute la ligne !

- *Me Neelkanth Dulloo : « Selon la constitution, tout est correct... »*
- *« Pena aukenn preve ki fine ena maldonne », dit-il*
- *« C'est cheap politics », dit Me Samad Golamally*
- *« Fodrer pas nou juge sa décision la en fonction ki le fils du Commissaire de police », estime pour sa part Vinod Boolell*
- *« La loi couma li eter li pa exige explication de la commission », martèle Raouf Gulbul*

Les débats se poursuivent autour de la peine de prison commuée en amende de Chandraprakash Dip par la commission de pourvoi en grâce. Un débat biaisé et bourré de parti pris partisane par les intervenants sur les ondes des radios privées comme dans les journaux. Faut-il revoir le fonctionnement de cette Commission? Faut-il revoir la constitution pour instaurer une dose de transparence dans les décisions prises par cette commission? Pourquoi tant de bruits autour d'une décision spécifique alors que les autres sont passées sous silence? Analyse...

Nous assistons depuis le début de l'année à un cinéma de bas étage mis en place par Linion Pep Morisien (LPM) avec sa soi-disant dénonciation dans le cas de Chandraprakash Dip, gracié par la Commission de Pourvoi en grâce.

Nous avons publié dans notre première édition du samedi 7 janvier un article qui démontre que toute l'affaire commentée dans les médias n'est que «*much ado about nothing* ! » ou si vous préférez, «*une tempête dans un verre d'eau*».

Cette semaine encore, le sujet a été débattu sur les plateaux radios et nous faisons le tour des principales interventions signées Raouf Gulbul, Samad Golamally, Vinod Boolell et Neelkanth Dulloo. Ce dernier, est bien sûr un homme de loi, membre exécutif du PTr et très proche de Rama Valayden du LPM.

Position claire de Dulloo

Me Neelkanth Dulloo n'a pas sa langue dans sa poche. C'est un fait ! Sa position sur la peine de prison commuée en amende pour Chandraprakash Dip est surprenante connaissant son appartenance politique.

Mais Neelkanth Dulloo semble dans cette affaire faire une différence entre sa profession d'avocat et son costume de politicien politicaille, contrairement à ses camarades de parti comme Patrick Assirvaden ou encore Milan Meetharban.

Neelkanth Dulloo intervenait cette semaine sur Radio One et il a été catégorique en disant, «*d'apes la*

constitution tout est correcte, no problem, pena aucaine problem »...

L'avocat a également apporté un élément de réponse important aux questions qui se posaient sur la démarche elle-même de Prakash Dip.

Avait-il le droit de faire une demande auprès de cette commission alors qu'il voulait faire appel de sa sentence devant le Privy Council ? «*Ena la cour district, la cour intermédiaire, la cour suprême ki ecoute bane l'appel ek la cour suprême ena juridiction unlimited sa ve dire n'importe ki l'appel devant li li tousel ki ecouté [...]*... après ena Privy Council », dit-il pour expliquer la processus d'appel contre un jugement. «*kan ine arrive sa bann moments-là, bokou dimoune, la majorité ki pa envi ale fer prison, zot faire application Pourvoi de grâce*».

Neelkanth Dulloo visiblement démontre que demandé une grâce présidentielle et nettement plus accessible qu'un appel contre un jugement.

Il y a-t-il eu maldonne ?

Sur Radio One, Neelkanth Dulloo est sans réserve et avance, «*pena aucaine preuve ki finn ena maldonne nou pas pou capav hazard lor la*» et d'ajouter, «*ziska preuve du contraire li parait ki li finn enn citoyen de la République ki li finn fer enn application ne bonne et du forme et ki so application inn traiter en bonne et du forme et inn gagne enn résultat en bonne et du forme* ».

De quoi refroidir les ardeurs de certains «*meterr choula* » qui s'attaquent à



Me Neelkanth Dulloo

la présidence de la république, à la commission de Pourvoi en grâce et le bureau du Commissaire de Police.

C'est qu'un autre avocat en la personne de Samad Golamally qualifie de «*cheap politics*» en directe sur le plateau de Tempo La So sur Top FM lundi après-midi. Samad Golamally a ainsi dit tout haut ce que les autres pensent tout bas mais n'osent pas le dire par peur de se faire taper sur les doigts par leurs leaders respectifs. S

i, Chandraprakash Dip n'était pas le fils d'Anil Kumar Dip, Commissaire de Police, aurions-nous tout ce charabia autour de la Commission de Pourvoi en grâce ? La question a été posée à Samad Golamally sur Top Fm et sa réponse ne peut être plus explicite. «*Si li pas ti garçon le commissaire de police nu pas ti pou même lor ou l'antenne (ndlr, Tempo La So) laparseki li pas ti pou enn live issue, personne pas ti pou intéresser ar sa* », dit-il. Et ce n'est pas faux ! Comme souligné la semaine dernière, Chandraprakash Dip est en effet victime de ce lynchage parce qu'il est le fils du Commissaire de Police. Samad Golamally a par la même occasion refusé

de remettre en question l'intégrité de Kishore Parsad Matadeen, ancien chef-juge, actuel président de la Commission de Pourvoi en grâce. «*Moi, mo pas pou questionne sa commission la, mo pas pou questionne, put into question l'intégrité de enn ex-chef juge pou vinn dire ou coumsa aköz li commissaire de police ki so garçon kil inn gagne sa, sa grace couma zot pe appel li la. Mo pas pou vin même rentre dans sa débat la, mo pas pou vinn dire coumsa aköz commissaire de police so garçon aköz sa ki linn gagne sa, non. Parseki la ou pe attack non seulement président la mais ou pe attack enn former chef juge ki personne pas pou capav questionne so intégrité* », affirme-t-il.

Dans la même émission du lundi 9 janvier, un ancien juge est intervenu dans le débat. Il s'agit de Vinod Boolell qui expose bien un fait en disant que «*depuis très longtemps à Maurice, bizen dir li ouvertement azordi ena enn mentalité ki prévaloir. Kan ou porte enn certaine nom, kan ou enn dimun ki bien placer, kan ou famille disons avec enn*



Souveraineté

ministre ou enn juge, ou pas supposer ena nanier ou, kuma ou gagne enn zafer bizen attaque ou et surtout si ou ena l'échéance politique ki ale en l'encontre du gouvernement en place li vinn pire. Sa c'est enn mentalité malheureusement ki prévaloir dan Maurice. Fodrer pas nou juge sa décision la en fonction ki le fils du Commissaire de police »...

Aucune obligation de communication publique

Depuis le début de cette affaire les arguments de ceux qui veulent crucifier Chandraprakash Dip et Anil Kumar Dip ont changé continuellement. S'il faut leur croire, il y avait ainsi un souci légal avec cette grâce présidentielle. Ensuite c'est la constitutionnalité, le timing et maintenant c'est une question de communication transparente absente de la Commission qui posera ainsi problème.

Raouf Gulbul remet les pendules à l'heure. Il intervenait cette semaine dans Au Cœur de l'info sur Radio Plus. «La section 75 de la constitution ne stipule pas que la Commission doit s'expliquer publiquement ses décisions», dit-il. Raouf Gulbul s'est alors interrogé sur les motifs de ces débats organisés autour de la décision prise dans le cas Dip. «Eski ena enn problème ek l'affaire Dip ou ena enn problem ek section 75 de la constitution ki koz lor Commission de Pourvoi en grâce ?», il demande qu'il n'y ait pas d'amalgame à ce sujet. «Si ena enn problem ek section 75 alors nou bizin pren li objectivement sans faire reference à tel ou



Vinod Boolell

tel dimoune. En 2023 fine arrive l'heure pou fer enn debat constitutionnel sans l'emotion ek sans agenda politik. Enn debat d'ordre national», dit l'homme de

loi. Raouf Gulbul a été catégorique dans son approche. «Il y a eu des rumeurs dans le passé mais jamais pane ressi prouve ki ena political intereference dan travaux Commission la !»... Pour reprendre l'affaire Dip, Raouf Gulbul explique qu'il n'y a aucune raison d'avoir autant de critiques. «Dimoune la touzour coupable, pane casse so condamnation sa ziss enn la cour d'appel ki capave fer sa. Bizin fer difference entre conviction ek sentence et la commission de grâce ine ziss change so sentence sinon li pas ti pou paye enn lamann pou nanié. Ziss ki olieu 12 mois prison li pou paye enn lamann fort », explique-t-il.

Duval et ses revendications de pacotille

Xavier Duval est de retour sur terre. Longtemps silencieux, il est apparu sur les réseaux sociaux cette semaine pour demander la démission du président de la Commission de Pourvoi en grâce et de ses assesseurs. «La loi doit être la même pour tous. Il ne peut y avoir deux catégories de citoyens ! », Xavier Duval, sait-il, que Thierry Henry ancien député de son parti, membre du PMSD et un membre de la famille a aussi été gracié alors qu'il a causé un grave accident, impliquant la mort d'une personne, en conduisant en état d'ivresse ? Nous invitons les membres du PMSD à prendre connaissance de l'analyse de Me Jacques Panglose GOSK un peu plus loin à ce sujet !

Bonanga Lilongwe

ME SAMAD GOOLAMAULLY :

« La grâce présidentielle existe depuis environ 700 ans. Avant on l'appelait 'Royal Pardon' »

• « On ne peut questionner l'intégrité de la Commission de Pourvoi en grâce et d'un ex-chef juge », soutient-il

Lors des émissions dans des radios privées, l'homme de loi, Samad Goolamaully a, au cours de cette semaine, répondu aux questions des journalistes, par rapport à la polémique entourant la grâce présidentielle accordée à Chandra Prakashsing Dip, le fils du Commissaire de police Anil Kumar Dip.

Me Samad Goolamaully a fait comprendre qu'on peut faire une demande de grâce présidentielle par rapport à notre constitution. « On a fait une application pour le 'Prerogative of Mercy'. Dans sa sagesse, la commission a conseillé le président de la République pour commuer sa sentence en une amende. Je ne trouve pas rien d'anormal. Cela existe depuis des décennies », dira l'avocat qui a



ajouté ceci : « Li exister avant même de l'Etat mauricienne, avant meme de la colonie, enn pouvoir ki exister depi

600, 700 bananer ki nounn in herit depi bann anglais ki appel the royal pardon. Einlinn exister, enaenn raison kifer li

exister labasenaenn raison kifer nu ena li dans nou constitution. Kifer ena li dans nou constitution et ena plusieurs cas err kot bann dimoun inn gagne enn massive reduction of sentence, zot sentence inn réduire par 5, 10 ans. Ena cas de vikol kot sentence inn reduce, ena cas de murder kot sentence in reduce, ena cas similaire avek missier Dip mais tank, mo pann tann aucaine tapaz pendant sa 30, 40 bananer la. Personne pannvinn dire nanier ki X.Y lot, zordi ou petann tous sa tapaz la pou enn sel raison, parseki li appel Dipso papa commissaire de police et malheureusement mo bizin dire li certain pe rode fer cheap politics avec sa », a-t-il ajouté.

Cependant, l'homme de loi a laissé entendre qu'il est d'accord pour qu'il y ait un débat élargi concernant notre Constitution, des réformes de nos institutions et pour qu'il y ait plus de transparence de nos institutions.

D'autre part, l'avocat a fait ressortir qu'il n'aurait pas un 'live issue' à l'antenne si Chandra Prakashsing Dip n'était pas le fils du commissaire de



Actualités

police et que personne n'aurait porté un intérêt sur cette affaire.

Par ailleurs, Me Samad Goolamaully a soutenu qu'il ne peut questionner l'intégrité de la Commission de pourvoi en grâce et d'un ex-chef juge et venir dire qu'il était gracié parce qu'il est le fils du Commissaire de police. « *Je n'ai nullement intention de rentrer dans ce débat* », a-t-il ajouté.

Samad Goolamaully a réitéré le fait qu'il est entièrement d'accord pour une transparence dans une démocratie moderne et que toutes les institutions du pays doivent opérer dans un minimum de transparence. « *Or, la loi et la constitution telles qu'elles sont, je peux dire qu'il n'a rien d'anormal' qui s'est passé eu égard à cette affaire. On ne peut dire qu'on a privilégié une personne. Et de demander ceci : « Sa bougue ki ti touye so fam inne gagne enne reduction of sentence, li enne personne privilégier li ? ça l'autre bougueki ti viole enne madame, linne gagne enne reduction of*

sentence, li enne personne privileged li ? Sa madame kifinne gagne mo croire plus ki 15 banané reductionlor enne drugtrafficking offense, quand inne gracier li, après quelques mois li re-alle commettre enne l'autre offense, quand inne gracier li, li re-alle commettre enne l'autre offense. Li ti enne personne privileged li ? ».

L'avocat a aussi indiqué que dans le passé on n'a pas jugé utile de poser des questions dans plusieurs cas concernant la grâce présidentielle.

Toutefois, il a laissé entendre que tout citoyen a le droit de connaître pourquoi on est allé si vite dans le cas du fils du Commissaire de police. « Je le redis que dans d'autre cas comme dans le passé, certains ont fait une demande de 'SpecialLeave' devant le Privy Council pour obtenir le 'Prerogative of Mercy'. Personne pane faire tapaze dans le passé. Jordi pe faire tapaz aköz c'est Monsieur Dip. Nous besoin sépare sa débat la de politique et amène li lor

enne base légale », dira-t-il. L'homme de loi a également indiqué que ce n'est pas éthique ou 'ethical' de sa part de divulguer les noms des personnes qui ont obtenu une décision favorable.

Me Samad Goolamaully a aussi expliqué que la section de 75, 1 de la constitution donne le président quatre différents pouvoirs, dont un pour pardonner un 'convicted person'. Mettant l'accent sur une 'convicted person', il a dit ceci : « *Mo interpretation is la person finn fini condamner par la cour intermediaire. Lin condamner par, lin linso appel ine tomber devant la cour d'appel lin fer bann euh leave li pan gagner la lin demande special leave. In the mean time mo penser nirport ki avocat tipou alle advise li sa. Demand enn stay of execution maiseskienn stay of execution of a sentence means li neplienn convicted person. Kan li pe kan li pealle demande specialleavepou moi kan li lipefer appel devant la cour supreme c'est enn lot issue. La c'est*

ennennlegaldebateki mo pou prend bucubucu semaine pou debate sa parceki chacun pouenaenn pou enaenn point de vue. Mais at the end of the day façon ki li ete dans nu constitution la simoi mo ti avocat missierDip mo ti pou essaye tente sa chance la, nirporteki avocat ti pou dire ou kumsaokaybe li ti pou advise ou client, bon nu essayer. Parceki peut être li pena moyen pou ale privycouncil si einpakoner moi, donc nu essayer. Parceki façon ki li été, façon ki nu pou interprète li, ou koner ou ena, ou amené 10 avocats lor ou plateau ou pou gagne 10 différents interprétations ».

D'autre part, l'avocat a déclaré que : « *The president may grant to any person a respite, anyperson, li pa dire convicted person la ein. A respite indefinite or for a specified time. 75 (1c) dire, the president may substitute a less severe form of punishment for any punishment imposed on any person* ». Il a aussi indiqué qu'il est pour, certains amendements dans notre constitution.

Une vingtaine de personnes bénéficiant de la grâce présidentielle

• **Me Jacques Panglose : « La grâce est simplement un geste de magnanimité. »**

Après les recommandations de la Commission de pourvoi en grâce, présidée par l'ancien chef juge Kheshoe Parsad Matadeen, une vingtaine de personnes ont récemment bénéficié de la grâce présidentielle.

La Constitution de Maurice donne des péjoratives au Président de la République, parmi figure la grâce présidentielle. Cependant, le Président ne peut, de son propre chef, accorder la grâce présidentielle, et il faut que la Commission de pourvoi en grâce lui fasse la recommandation.

Selon la section 75 de notre Constitution, la Commission de pourvoi en grâce est composée d'un Président (dans la plupart des cas, un ancien chef juge) et d'au moins deux autres membres. Pour obtenir la grâce présidentielle, la demande doit se faire par une pétition adressée au Président de la République.

S'il s'agit d'un condamné, la demande est transmise à travers de l'administration pénitentiaire, les avocats ou les avoués des prisonniers. Le Président de la République transmet alors toutes les demandes à la



Commission de pourvoi en grâces, qui étudiera les cas. Celle-ci demandera à la Police ou au Commissaire des prisons des renseignements pour vérifier la véracité du contenu de la pétition.

Une fois une décision prise, le procès-verbal est signé par le Président de la Commission. Récemment, le Président de la République a gracié une vingtaine de personnes, et parmi figure Chandra Prakash Dip, le fils du Commissaire de Police, qui a été condamné à 12 mois de prison. Cette affaire a fait débat dans les médias depuis un moment. Et, il

semblerait qu'il est devenu une victime du fait de sa relation avec le Chef Commissaire de Police.

Or, Me Jacques Panglose a, dans une déclaration à la télévision nationale, soutenu qu'on ne peut demander pourquoi telle ou telle personne a été graciée. La grâce est simplement un geste de magnanimité.

Dans le cas de Chandra Prakash Dip, l'accent est aussi mis sur le fait que l'affaire devait être portée devant le Privy Council. Cependant, le fait

même de demander la grâce fait tomber immédiatement l'affaire devant cette instance, souligne l'avocat.

Avant de rappeler que la grâce est quelque chose d'humain. La loi ne dit pas que la Commission doit donner des raisons. On demande la grâce et soit elle est donnée ou soit elle est refusée.

Pourtant, on entend des commentaires des membres de l'Opposition. Il serait bon alors de rappeler qu'en 2019, la Commission de pourvoi en grâce a, sous la présidence de l'ex-chef juge, Sir Victor Glover, gracié Mohamed Siddick Hashim Maudarbocus, 29 ans, le fils d'un ancien candidat du MMM, qui avait été condamné pour l'achat de drogue synthétique en ligne.

Puis, en 2015, dans l'affaire Amicale, cette Commission avait recommandé de gracier Abdool Naseeb Keramuth, Shaffick Nawoor et les frères Sumodhee.

Alors qu'en 2018, Ravin Bappoo, qui avait été jugé coupable pour le meurtre de sa femme et condamné à 40 ans de prison, a obtenu une remise de peine de 15 ans de la Commission. Toujours dans la même année, Christopher Perrine avait aussi été gracié.

Autres personnes qui ont fait appel à la Commission de grâce sont notamment le jockey, Roland Boutanive et Eshan Jumun afin que leurs délits n'apparaissent pas sur leurs certificats de moralité.

Chagos : Le Pr Philippe Sands publie la version française de « La Dernière Colonie »

- *Il décrit cette vraie histoire comme un crime contre l'humanité en évoquant l'excision dans la douleur d'une partie du territoire mauricien*
- *Des médias britanniques tentent de monter la communauté chagossienne contre le gouvernement mauricien avec une politique de « divide and rule ».*
- *Pravind Jugnauth: « We will fight until we regain possession of our territory ».*

Le Professeur Philippe Sands, juriste de renom, King's Counsel, qui défend la République de Maurice dans l'affaire de notre souveraineté sur l'archipel des Chagos, a publié cette semaine la version française de son livre sur l'exil forcé du peuple chagossien du territoire mauricien par les Britanniques. Treize ans depuis que Philippe Sands, spécialiste en droit international, défend les droits de Maurice dans le cas de Chagos. De ses connaissances légales et de son histoire intime, il en a fait son roman.

Après ses deux premiers livres (Retour à Lemberget et La Filière), qui ont eu une audience mondiale avec lesquels Philippe Sands est retourné dans ses archives et traumatismes familiaux des crimes nazis de la Seconde Guerre mondiale, ce professeur de droit international franco-britannique a encore traité dans son dernier ouvrage d'une «vraie histoire» en utilisant pleinement cette fois son expérience d'avocat dans un dossier pour le moins singulier où il est intervenu, en fin de parcours, en tant que défenseur de l'Île Maurice devant la Cour de Justice Internationale (CIJ) contre le Royaume-Uni.

La dernière colonie, dont certaines bonnes feuilles avaient été lues par l'auteur et la comédienne Marie-Philomène Nga à Avignon dans le programme des lectures de France culture durant le Festival, conte l'histoire

rocambolesque et scandaleuse du traitement réservé par les gouvernements britanniques successifs à l'archipel des Chagos, dont la dignité des habitants a été bafouée pendant plusieurs décennies. Au fil de la lecture et une fois le livre refermé, que l'on soit juriste ou non, on ne peut qu'être stupéfait et outré par le comportement de cet ex-État membre de l'Union Européenne, qui n'a jamais réussi à faire le deuil de son Empire, et cela au mépris du droit international et des droits fondamentaux. L'ouvrage laisse par ailleurs peu d'illusions sur le fonctionnement des juridictions internationales, dont les verdicts sont largement dépendants de la personnalité de ses membres et du contexte géopolitique, donc des facteurs conjoncturels, qui introduisent une forme d'insécurité juridique.

L'affaire peut sembler simple à l'origine. Ou plutôt, il aurait

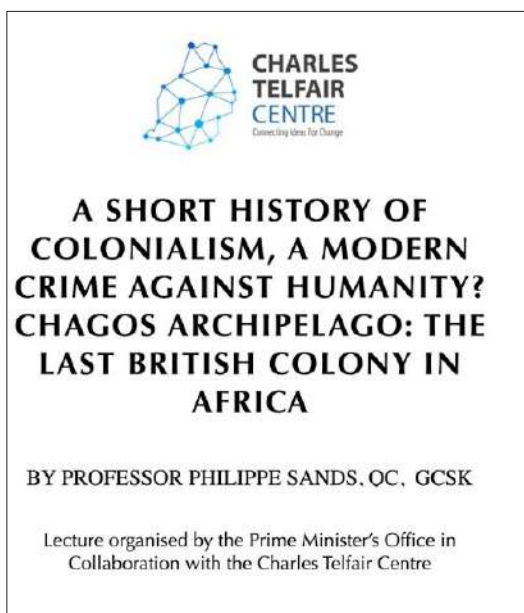
pu ne pas y avoir d'affaire si le droit international avait été simplement respecté. En 1968, en plein mouvement de décolonisation, l'île Maurice accède à l'indépendance, mais alors que lui était rattaché l'archipel des Chagos, comprenant 58 îles dans l'Océan Indien, la nouvelle République apprend que son ancien État colonisateur a fait de ces îles, depuis 1965, un territoire britannique de l'Océan Indien, devant donc rester sous la tutelle de l'empire britannique, c'est-à-dire ne pouvant pas accéder à l'indépendance comme Maurice, dans un déni total du droit des peuples à l'autodétermination. Pour donner un semblant de légalité à leur montage machiavélique, les Britanniques affirmaient que les terres n'étaient pas habitées par une population permanente. La raison fondamentale était l'existence d'un accord secret au début des années 60 avec les

États-Unis cédant à ces derniers l'île de Diego Garcia, devant être «vidée de ses habitants» à leur demande expresse pour l'installation d'une base militaire.

Les Britanniques ignorèrent trois résolutions successives de l'AG des Nations Unies entre 1965 et 1967 et expulsèrent manu militariau au début des années 1970 les habitants de leurs îles. Les premières contestations contentieuses débutèrent peu après et n'eurent de limites que l'imagination des juristes de part et d'autre, les Britanniques utilisant des motivations juridiques variées, telles la protection de l'environnement ou la sécurité internationale contre le terrorisme (Diego Garcia a en fait servi de zone de transit et probablement d'interrogatoire) afin de convaincre le reste du monde en général et les organisations internationales en particulier, tandis que quelques

compensations financières et «visites patrimoniales» furent organisées pour essayer de faire renoncer Maurice et les Chagossiens.

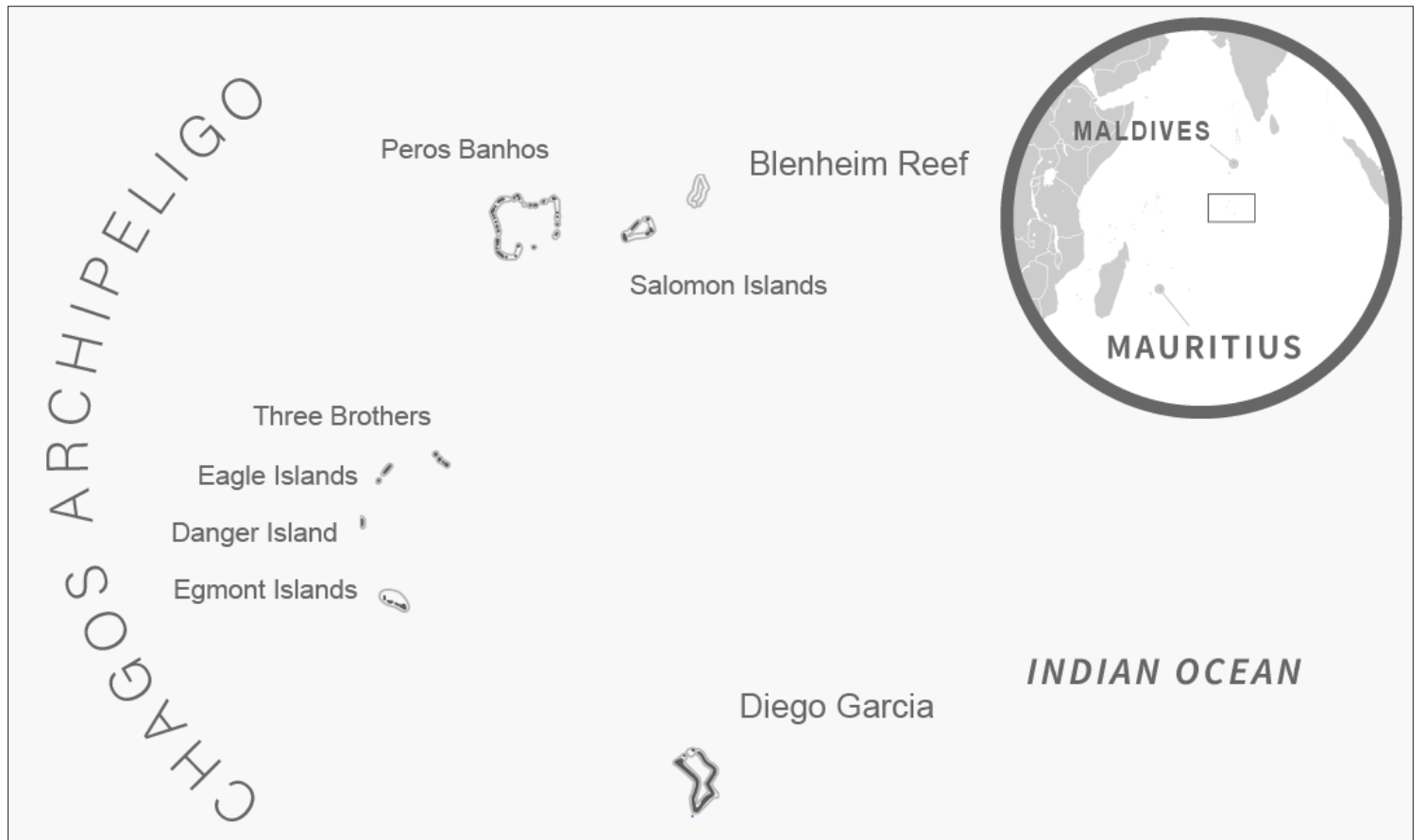
Philippe Sands, tout juriste qu'il soit, et même si le professeur ressurgit ici et là (les décisions essentielles de la CIJ et les résolutions incontournables de l'AG des Nations Unies sur le droit à l'autodétermination sont toutes didactiquement rappelées), fait également de cet événement pour l'instant méconnu du grand public une histoire humaine, en retraçant en particulier le récit de la vie de Mme Liseby Elysé, expulsée de Peros Banhos, son « île de paradis » en 1973 et transportée avec ses compatriotes à fond de cale pendant quatre jours comme des «animaux ou des esclaves». Désignée comme la représentante des Chagossiens à La Haye, sa présence en 2018 devant les 14 juges de la CIJ, et



Souveraineté

notamment la séance au cours de laquelle son témoignage filmé, en créole, fut diffusé, donne incontestablement de la chair à cet imbroglio juridico-politique, même si l'écriture de Philippe Sands, et en dépit de la traduction d'Agnès Desarthe, est parfois un peu maladroite. Cela n'a que peu d'importance, tant l'histoire, qui est ici contée, doit être la plus largement diffusée et connue. L'avis consultatif rendu par la CIJ le 25 février 2019 a indiqué sans ambiguïté que le Royaume-Uni avait illicitement séparé l'archipel des Chagos de l'île Maurice et qu'il devait mettre fin «*dans les plus brefs délais à son administration de l'archipel*» afin que la décolonisation de Maurice soit achevée et ses habitants réinstallés. Le gouvernement britannique refusa de donner effet à l'avis consultatif. Trois mois plus tard, l'Assemblée Générale des Nations Unies exigea dans sa résolution 73/295 que l'avis de la Cour soit donné effet dans un délai de 6 mois.

Mais l'histoire n'est hélas pas terminée car en dépit de l'avis consultatif et de la résolution, les Chagossiens ne sont toujours pas retournés sur leurs terres. Le Premier ministre mauricien a pourtant demandé lors de la quatrième journée de débats de la 77e session des Nations Unies, le 23 septembre dernier, à l'Assemblée de faire appliquer la décision de la CIJ imposant la restitution de l'archipel au territoire souverain de Maurice et rappeler à son homologue britannique la nécessité d'achever la décolonisation et «*de se placer dans le bon sens de l'histoire*» au bout d'un demi-siècle de non-sens politique, humain et juridique...



Le voyage à Blenheim Reef

La «*dernière colonie*» s'achève avec le récent voyage, en février, jusqu'à Blenheim Reef, Liseby Elysé était parmi les cinq Chagossiens – tout comme Philippe Sands – qui ont accompagné cette mission scientifique. La dernière photo du livre (qui comporte aussi des dessins de Martin Rowson, qui fait des illustrations pour «*The Guardian*») est celle de Liseby Elysé, les pieds dans le sable de son archipel natal. «*Ce voyage a permis de dévoiler le mensonge selon lequel l'archipel n'avait pas de population permanente dans les années 1960, aussi bien que celui qui prétendait qu'il n'était pas habitable de nos jours*», écrit Philippe Sands. «*J'éprouve de grandes difficultés à réprimer la fureur qui m'envahit quand je repense à tout le mal qui a été fait ici.*

Mais Liseby est aussi stoïque que d'habitude.»

«Les anglais ont compris que leur position est intenable»

Une nouvelle manche dans les batailles légales entourant l'archipel des Chagos aura lieu à partir du 17 octobre 2023, à Hambourg où s'y dérouleront les audiences dans l'affaire de délimitation des frontières maritimes entre Maurice et les Maldives. Philippe Sands sera au rendez-vous.

Pour Philippe Sands, son nouveau livre est une «*façon de militer pour que cette histoire soit réglée*». Pour lui, c'est important que son ouvrage soit «*partout*» et qu'il devienne un best-seller pour «*maintenir la pression sur les Britanniques*».

L'avocat se dit «*convaincu*» qu'il y aura tôt ou tard un

Par l'auteur de RETOUR À LEMBERG

PHILIPPE SANDS LA DERNIÈRE COLONIE



«*Je souhaite attirer votre attention sur une injustice qui dure depuis cinquante ans.*»

Lettre de Jean-Marie Gustave Le Clézio à Barack Obama (2009)

Albin Michel



accord. Il est d'avis que la Grande-Bretagne «*va bouger. Il y a des signes. Les Britanniques ont reconnu que cette situation est intenable*». Quand on rappelle à Philippe Sands que malgré l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice de La Haye demandant aux Britanniques de restituer l'archipel, malgré la résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations

Unies donnant un délai de six mois aux Britanniques pour évacuer les Chagos (délai qui a expiré le 22 novembre 2019), le Royaume-Uni n'a pas bougé, l'avocat reste d'un optimisme à toute épreuve. «*Quand vous travaillez comme moi depuis 35 ans sur le droit international, il y a un sixième sens qui s'appelle l'instinct. Je ne peux pas en dire plus.* »



L'AFFAIRE CHAGOS :

Le dossier progresse grâce aux négociations entre les gouvernements de Port-Louis et de Londres

• C'est un « *government to government relationship and negotiations* »



Depuis peu, les médias britanniques, sous couvert d'être de gauche et de vouloir aider la cause chagossienne, s'adonnent à une politique de « *divide and rule* » pour casser l'élan et la détermination du gouvernement mauricien dans sa volonté de continuer à mener ce combat pour récupérer le territoire mauricien.

Ainsi, des voix s'élèvent pour faire comprendre qu'ils doivent être une partie prenante dans les négociations ou les pourparlers entre le gouvernement britannique et mauricien. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'affaire des Chagos demeure un « *government to government relationship and negotiations* » soit au niveau national de deux pays. Personne, ni aucun groupe ne pourra dire ou dicter leur loi ou réclamer le droit d'intervenir dans les négociations entre les deux pays concernant la souveraineté des Chagos.

On ne peut pas ne pas rappeler que le combat du gouvernement pour récupérer Chagos est très long. Cette lutte concernant la souveraineté sur Chagos date de plusieurs années sous plusieurs régimes.

Dans le passé, différents gouvernements ont fait la plaidoirie devant des instances internationales pour pouvoir récupérer Chagos. Mais les démarches n'ont pas donné les résultats escomptés par rapport aux initiatives du gouvernement de Sir Anerood Jugnauth et celui de Pravind Jugnauth.

Comment peut-on oublier qu'à 88 ans, Sir Anerood Jugnauth a enfilé sa robe d'avocat pour plaider, avec succès, la cause chagossienne à la Cour Internationale de Justice (CIJ) de la Haye?

Lors de sa plaidoirie, le ministre mentor, Anerood Jugnauth, qui était à la tête de la délégation mauricienne durant les auditions orales, a effectué l'opening statement devant la CIJ en vue de démontrer que l'archipel des Chagos a été excisé de Maurice illégalement. Il faut aussi souligner que plusieurs membres du gouvernement et représentants de Maurice au niveau international étaient présents pour apporter leur soutien à la cause chagossienne.

Il ne faut pas oublier que la plaidoirie de SAJ avait été très applaudie par des nombreux Chef d'Etats, Premiers ministres et présidents Africains et que les Nations Unies avaient donné gain de cause au gouvernement mauricien.

Cet événement, qui a été beaucoup médiatisé, a été largement suivi non seulement par les Mauriciens et Chagossiens, y compris des politiciens et hommes de loi mais aussi par les dirigeants des nombreux pays et grandes puissances, surtout par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde car Chagos se trouve dans l'Océan Indien, considéré comme un point et un atout stratégique pour l'Amérique.

On avait même qualifié ce combat comme une lutte épique à plusieurs niveaux et qualifié la plaidoirie de SAJ pour la cause chagossienne comme un moment historique, qui restera à jamais gravé dans

la mémoire des Mauriciens et Chagossiens. C'était la dernière grande réalisation de ce grand homme politique qui est égale à lui-même. Pravind Jugnauth a lui repris le combat devant l'Assemblée des Nations Unies.

Comme mentionné plus haut, lors d'une expédition, soit en 2022 aux Chagos, des représentants mauriciens ont planté le drapeau national, soit rouge, bleu, jaune et vert de Maurice sur l'atoll de Peros Banhos dans les îles Chagos, dont les résidents ont été expulsés par la Grande-Bretagne il y a un demi-siècle pour faire place à une base militaire américaine. Cela démontre déjà que c'est une grande victoire pour le gouvernement mauricien.

D'ailleurs, l'actuel chef du gouvernement, Pravind Jugnauth a fait comprendre que nul n'a le droit d'accaparer notre territoire. « *Nous sommes très fiers que nous avons pu exercer nos droits et hissé notre quadricolore sur notre territoire, soit sur l'archipel des Chagos. Nous l'avons réalisé en conformité à la Cour Internationale de Justice et la résolution des Nations Unies* », a souligné Pravind Jugnauth.

Il a aussi indiqué que : « *Nous avons toujours affronté des grands défis avec détermination. Lorsqu'il s'agit d'affronter des grandes puissances du monde, nous avons pu lutter avec le courage...mem kan fin bizin defan enn koz ki zust kuma lintegrite nou teritwar* ».

Au Parlement le 30 mars 2022, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, avait dit ceci : « *We will fight until we regain possession of our territory* ».

Quoi qu'il en soit nous devons être ravis à l'effet que le Royaume Uni ait finalement signifié son intention de s'asseoir pour parlementer avec le gouvernement mauricien.

En effet, le Premier ministre d'Angleterre, Rishi Sunak, a accepté d'ouvrir le dialogue au sujet de la souveraineté de Maurice sur les Chagos et une éventuelle rétrocession de l'archipel. Cette attitude des dirigeants britanniques de revoir sa position concernant la souveraineté sur Chagos augure une bonne nouvelle pour notre pays et pour les Chagossiens.

Notons que l'île Maurice, soutenue notamment par les Nations Unies, se bat depuis 1975 pour récupérer les îles Chagos.



Souveraineté

TENTATIVE DE DIVISION DES BRITANNIQUES

Lalit met Human Rights Watch en garde

• *Chagossians, as well as being Chagossian, are and always have been Mauritian*

Le parti de gauche Lalit de Klas a adressé une lettre de mise en garde à l'ONG Human Rights Watch basé à New York et copié à la branche londonienne pour ne pas tomber dans le piège du gouvernement britannique sur la question des Chagos en essayant de diviser le peuple en exil.



They (UK Govt) have spent quite a sum of British tax-payers' money on trying to buy off any number of individual Chagossians in preparation for this Plan B, as well as British Council funds

Le parti de gauche Lalit de Klas a adressé une lettre de mise en garde à l'ONG Human Rights Watch basé à New York et copié à la branche londonienne pour ne pas tomber dans le piège du gouvernement britannique sur la question des Chagos en essayant de diviser le peuple en exil.

"We are concerned about your apparent lack of understanding of the long struggle for the re-unification of Mauritius, at one end of the spectrum of your misunderstandings, and perhaps lack of understanding of the logic of the international law on decolonization that underpins this kind of illegal occupation of a former colony, at the other end.

All the while, your letter, curiously, even fails to mention the USA's military base, as if it were, at most, an appendix, while it is in fact the very source, as you are well aware, of the human rights atrocities perpetrated so violently by the UK and USA occupiers" écrivent Ragini Kistnasamy et Lindsey Collen pour Lalit.

Selon elles, cette démarche de Human Rights Watch pourrait crédibiliser la stratégie britannique dans son plan B. Un peu à la manière de Greenpeace sur la question de Marine Protected Area.

"We are concerned that, unaware of the bigger picture, and we do not know on what credentials you are setting yourself up as a co-ordinator of or even, a spokesperson for Chagossians. This comes at the very moment in history when

the UK is so isolated and so cornered that it is about to be reduced to its PLAN B. You should know from the history of the UK's colonization of Chagos that its state apparatus does not shy away from trickery.

You may, like Greenpeace did before you, end up being an ally to the UK state apparatus in its new attempt to hang on to Chagos. It seems you are doomed, unless you re-think urgently, to follow Greenpeace into a second such trap. The UK wants to avoid withdrawal from Chagos, especially Diego Garcia. That is for sure.

Once the UK is totally on its knees after having been exposed internationally as an illegal occupier, and more isolated than it has ever been on this issue, it will turn, as we have been warning publicly for

decades, to its Plan B: to hold an illegal "referendum" or illegal "consultations" amongst Chagossians (i.e. as if it were not the colonizer), and to attempt to use this as a proof of Chagossians desiring to be British, and thus for Chagos or part thereof to remain British. They have spent quite a sum of British tax-payers' money on trying to buy off any number of individual Chagossians in preparation for this Plan B, as well as British Council funds. But this Plan B is now, since the international law has been publicly stated in so unequivocal a way, plainly and patently illegal. The UK, however, is unable to change its "Plan B" because, quite simply, it is cornered and alone. It has no other Plan B available anymore. So, it pushes ahead with the non-viable, illegal one anyway, and lures in other forces, like your NGO, by its side so as to

Chagossians are not considered to have a right to self-determination in international law distinct from the people of the former colony of Mauritius

attempt to decrease its isolation."

Et de poursuivre en ces termes : « But, and the "but" is big, the UN's highest court, the International Court of Justice at The Hague, and the UN General Assembly Resolution, have already put that original PLAN B to rest. Decolonization, by definition, does not and cannot allow states' populations to be broken up this way for "separate referendums" run by the colonizer as a condition for independence. It cannot single out a "part" of a colony's population and hold separate referendums or consultations, with a view often to holding on to an attractive bit of the colony in question.

Otherwise, Britain could have had dandy little referendums in gold-rich areas (dangling offers of reparations money there) and given barren deserts to newly independent countries all over the world. It is ludicrous to consult only part of a country. Only colonizers are blind, or pretend to be, to this. It would be worse, in international law, than the referendums in the Donbas organized by Putin's Russia, precisely because Mauritius was colonized by the UK, and the United Nations Organization was set up with the aim, inter alia, and expressed in its very Charter, of ending exactly that kind of decolonization, and precisely because the illegality has already been statuted upon – by the both the UN's highest Court and its highest democratic forum, as well as in the binding judgment



Me Rouben Moorongapillay : « Je me dissocie complètement du panel d'avocats dit "Avengers" »

Me Rouben Moorongapillay a pris ses distances avec les "Avengers", qui regroupent plusieurs hommes de loi. « Je me dissocie complètement du panel d'avocats dit "Avengers" pour des raisons d'éthique et professionnelles et surtout par principe », a-t-il soutenu.

L'avocat affirme qu'il « demeure toutefois un des avocats assurant la défense de Bruneau Laurette ».

Il ajoute que « je crois fermement dans certaines valeurs et principes fondamentaux, pour être économe avec mes mots ».

Ci-dessous la publication de Me Rouben Moorongapillay dans son intégralité :

Chers Amis,

Je tiens à vous informer que je me dissocie complètement du panel d'avocats dit "Avengers" pour des raisons d'éthique et professionnelles et surtout par principe.

Je demeure toutefois un des avocats assurant la défense de Mons. Bruneau Laurette.

Je crois fermement dans certaines valeurs et principes fondamentaux, pour être économe avec mes mots.

Le parcours avec les « Avengers » c'était principalement dans le cadre de l'enquête judiciaire sur l'assassinat de l'agent politique Soopramanien Kistnen. On



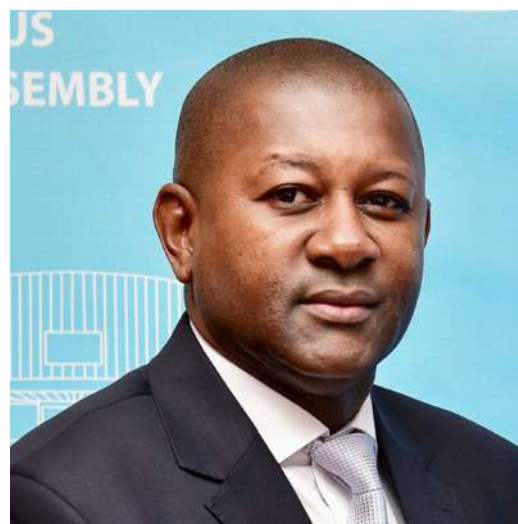
s'est rapproché partiellement de nouveau, malgré certaines divergences, au nom de la Justice, dans le cadre des affaires de "Police Torture".

On restera confrères et j'apporterai mon aide et mon soutien quand le besoin se fera sentir. Il ne fait point de doute que je serais toujours en quête de Justice pour tout un chacun, dans le respect de la vérité et de la droiture.

Yours for Justice,

Rouben Moorongapillay

Rodrigues : La folie de Johnson Roussety pour récupérer le bureau du PPS Francisco François



La tension entre l'alliance au pouvoir à Rodrigues et l'Organisation du peuple de Rodrigues (OPR) et le fait que le chef du Commissaire aurait interdit le Parliamentary Private Secretary (PPS), Francisco François, et membre de l'OPR, d'avoir l'accès à son bureau à Port-Mathurin suscite de nombreuses d'interrogations au sein de notre 10e district mais aussi à Maurice.

En effet, l'Assemblée régionale de Rodrigues a repris cet espace qui abritait le Citizen Advice Bureau (CAB) de Rodrigues. Le bureau sera désormais utilisé pour effectuer des démarches administratives dans l'île.

Certains politiciens, en particulier

ceux de Rodrigues voient mal comment le Chef Commissaire de Rodrigues a osé faire une telle chose et que Francisco François ne bénéficiera pas de voiture, mis à sa disposition ni de l'argent pour le carburant. Et tous cela sans consultation et sans obtenir l'aval des autorités concernées et du Premier ministre, Pravind Jugnauth, qui est aussi le ministre de la Défense, de l'Intérieur et des Communications extérieures / ministre de Rodrigues.

Le PPS Francisco François a déjà informé les instances concernées de la situation dont le bureau du Premier ministre. Les actions entreprises démontrent bel et bien la folie de Johnson Roussety, qui aurait agi par pure vengeance et ce en se basant sur la déclaration de Francisco François. Ce dernier avait lors d'un pique-nique traditionnel, organisé le premier dimanche du Nouvel An déclaré que le gouvernement central a confiance en l'OPR et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a accordé un budget important pour la concrétisation des projets à Rodrigues.

Affaire à suivre...

Lalit met Human Rights Watch en garde (suite)

of its International Tribunal on the Law of the Sea. As even former UK High Commissioner to Mauritius (2000-2004 and Deputy Commissioner of the BIOT colony itself from 1995-7) now Coordinator of the Chagos Islands All-Party Parliamentary Group in the UK, David Snoxell, concedes in L'Express of today 5 January, "The 'people' to which self-determination applies is the entirety of a non-self-governing territory, in this case, the population of pre-independence Mauritius, including Chagossians. Their self-determination rights are subsumed within those of Mauritius as a whole. Chagossians are not considered to have a right to self-determination in international law distinct from the people of the former colony of Mauritius." It is by extending this point of international decolonization law so as to cover cases like the break-up of the Soviet union that is being argued by the US and UK in refusing to accept the Russia-organized referendums in the

Donbas."

Lalit affirme également: "The negotiations set to begin are about Mauritian sovereignty over Chagos having been decided. Note the past tense. The UK state does not accept this. Why fall into its scenario? We also note that notorious right-wing UK MP, with Orban and Meloni connections, Mr. Daniel Kawczynski, in the Daily Mail (arguably the most right wing newspaper in the UK), also suddenly calls for "consultations" with Chagossians, as a final attempt to help to "keep" at least part of Chagos when the UK has been clearly instructed to depart, by both the ICJ and the UNGA. Are you at HRW really putting this into question? Chagossians, as well as being Chagossian, are and always have been Mauritian (and many, having been displaced, have additional nationalities). In LALIT, and in the MLF, we have, for example, and have always had, members

"Decolonization, by definition, does not and cannot allow states' populations to be broken up this way for "separate referendums" run by the colonizer as a condition for independence"

that are Chagossians, and LALIT has had candidates in elections that are from Chagossian families. We, the undersigned, have been in general strike movements alongside Chagossians, who are trade union delegates, for example.

We have been in adult literacy sessions, in housing movement actions of all kinds, in co-operatives, alongside Chagossians for nearly 50 years. All this to say, Chagossians are also Mauritians, for the

simple reason that Chagos has always been part of Mauritius and is now, too. And this is what the ICJ and the UNGA have made abundantly clear to everyone in the whole wide world. Why deny it? This is true, however much the British State tries to buy off individual Chagossians, which it has tried to do and also actually done for decades, or however much money the British State pays, as it must pay, the reparations that they owe."

En conclusion, Ragini Kistnasamy et Lindsey Collen lancent un appel à la Human Rights Watch de rester loin de ces négociations entre les deux états: "We appeal to you, at Human Rights Watch, to distance yourself from being "on board" in these negotiations and instead that you maintain your stand on human rights and reparations rests upon your baseline conviction that it is necessary in the interests of human rights".

Politique

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE DU MSM POUR L'ANNÉE 2023

Maneesh Gobin : « Nous sommes cautiously optimistic en raison des risques et dangers sur le plan géopolitique mondial »

- « La grâce présidentielle existe depuis de nombreuses années dans notre pays et cela demeure une prérogative constitutionnelle »
- « Plusieurs activités prévues pour marquer les 55 ans de l'indépendance de Maurice et les 40 ans du MSM », soutient-il



Répondant aux questions des journalistes, concernant Chandra Prakashsing Dip, le fils du Commissaire de Police, Anil Kumar Dip, l'Attorney General a fait comprendre que le pourvoi en grâce est pratiqué dans tous les pays à travers le monde. « La grâce présidentielle existe depuis de nombreuses années dans notre pays et cela demeure la prérogative constitutionnelle », a-t-il ajouté.

Chaque cas est spécifique

D'autre part, Maneesh Gobin a fait état de la décision de certaines personnes qui, dit-il, auraient l'intention d'avoir recours au 'judicial review'. Cependant, l'Attorney General soutient qu'il suit de près les débats concernant la grâce présidentielle. Toutefois, il a indiqué que pour l'instant, il ne pourra pas se prononcer définitivement sur ce sujet.

Concernant la liste de personnes ayant obtenu la grâce présidentielle, il a également laissé entendre que chaque cas est spécifique. « La grâce présidentielle ne fonctionne pas comme le judiciaire. »

Reprise économique

Dans un autre ordre d'idées, Maneesh Gobin a souligné que le gouvernement, qui est sérieux et discipliné, continuer de travailler et d'entamer des actions

Au cours de cette semaine, le MSM a tenu sa première conférence de presse pour l'année 2023 au bâtiment du Sun Trust, à Port-Louis. Quatre intervenants, dont l'Attorney General, Maneesh Gobin (également ministre de l'Agro-industrie), la ministre de l'Education, Leela Devi Dookun-Luchoomun, la députée de la circonscription No 14 (Savanne/ Rivière Noire), Sandra Mayotte, ainsi que l'un des membres du Bureau Politique du MSM, Roubina Jaddoo, ont abordé différents thèmes par rapport à l'actualité dans le pays.

S. B.

nécessaires pour que la reprise économique continue dans notre pays.

A cet effet, l'Attorney General a soutenu qu'il y a une nette croissance eu égard à la consommation avec l'arrivée de nombreux touristes à Maurice. « La consommation fait augmenter la croissance des revenus, soit en termes de taxe indirecte sur l'économie », dira le secrétaire général du MSM. « Nous sommes cautiously optimistic en raison des risques et dangers et le nombre de cas de la pandémie de la Covid-19, qui ne cesse d'augmenter dans la Chine, la

guerre qui se poursuit entre l'Ukraine et la Russie et le disrupted supply chain qui continue. Le taux de l'inflation a une conséquence sur l'économie et sur le taux d'intérêts »

55 ans de l'indépendance de Maurice

Maneesh Gobin a, par ailleurs, fait ressortir que cette année, le MSM organisera plusieurs activités de grandes envergures dans le cadre des 55 ans de l'indépendance de Maurice, qui sera célébrée le 12 mars prochain. Elles

seront axées sur la paix, l'harmonie et l'unité nationale.

Par la même occasion, le secrétaire général du MSM a souligné que, tout comme en 2022, son parti envisage d'organiser des activités politiques pour marquer les 40 années d'existence du MSM. Autre point abordé : les nombreuses plaintes des consommateurs concernant les prix pratiqués par certains commerçants malhonnêtes. Dans ce contexte, il a soutenu que le gouvernement prendra le taureau par les cornes et appliquera les mesures qui s'imposent.

S'agissant du cas de Suren Dayal, il a eu ceci à dire, « On attend le jugement du Privy Council et de toute façon, il aura des conséquences. »

Lors de cette rencontre avec la presse, Maneesh Gobin a fait ressortir que l'Opposition fait beaucoup du cinéma en termes de la concrétisation d'alliance. « Il y a des rencontres gimmicks. Il n'y a rien de positif. Quant à nous, nous travaillons dans le sérieux et la continuité. Nous avons un leadership exemplaire. La tâche incombe à la population de tirer ses propres conclusions », a-t-il précisé.



Politique

LEELA DEVI DOOKUN-LUCHOOMUN, MINISTRE DE L'EDUCATION :

« Les résultats du School Certificate (SC) arrivent à Maurice le 18 janvier et seront proclamés le même jour »

• « Deux bourses additionnelles, soit le Sir Anerood Jugnauth (SAJ) Scholarship et le High School Certificate PRO Scholarship, seront introduits cette année », soutient-elle

Lors de cette conférence de presse, la ministre de l'Education, Leela Devi Dookun Luchoomun a annoncé que les résultats du School Certificate (SC) arrivent à Maurice le 18 janvier, soit mercredi prochain, et seront dévoilés le même jour. « En ce qui concerne les résultats du Higher School Certificate (HSC), ils seront connus le 10 février », a-t-elle ajouté.

Deux bourses additionnelles

Par ailleurs, la ministre a annoncé que deux bourses

additionnelles seront introduites cette année pour les élèves ayant complété leurs HSC. Soit, le Sir Anerood Jugnauth (SAJ) Scholarship, qui sera attribué à un garçon et une fille dans la filière économie. Et le High School Certificate PRO Scholarship sera également attribué à un garçon et une fille, qui ont opté pour le HSC PRO.

Éducation tertiaire

Selon Leela Devi Dookun-Luchoomun, 10 000 sièges

sont disponibles dans nos institutions publiques pour les jeunes qui terminent leur cycle secondaire et souhaitent se lancer dans l'enseignement supérieur. Elle encourage les jeunes à opter pour des études supérieures.

D'autre part, la ministre de l'Education s'est réjouie que la rentrée des classes et les admissions dans le cycle primaire, secondaire et tertiaire se sont déroulées comme prévu.

SANDRA MAYOTTE, DÉPUTÉE DE LA CIRCONSCRIPTION NO 14 :

« Le gouvernement n'épargne aucun effort pour réduire le nombre de victimes à travers de la concrétisation des grands projets de développements routiers »

Pour sa part, la députée de la circonscription du No 14 (Savanne/ Rivière Noire) a fait état de nombre d'accidents sur les routes, la sécurité routière ainsi que le comportement des citoyens. « Nous devons réfléchir sur l'impact des accidents dans la vie sociale des familles et sur l'économie, entre autres. Un mort sur la route est un mort de trop », dira la députée. Elle a déploré le fait qu'il y a déjà eu deux morts dans des accidents de la route en ce début

d'année.

Le 'by pass' de Flic en Flac très attendu

Ayant son intervention sur le nombre d'accidents qui a entraîné plusieurs morts, elle a laissé entendre que le gouvernement n'épargne aucun effort pour réduire le nombre de victimes. Elle a cité la concrétisation des grands projets de développements routiers à travers le pays, y compris le 'by pass' très attendu de Flic en

Flac. Par ailleurs, Sandra Mayotte a situé l'importance du concept de l'introduction de Road Safety Education dans les écoles, qui permettra d'inculquer à nos enfants la discipline sur nos routes.

Profitant de cette occasion, elle a lancé un appel aux citoyens, y compris les chauffeurs et motocyclistes, d'assumer leur part de responsabilité quand ils sont au volant et pour qu'il n'y ait plus de morts sur nos routes.

ROUBINA JADDOO, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU MSM :

« Le Premier ministre fait tout pour protéger les femmes à travers de la signature de plusieurs conventions internationales et l'introduction des lois »

Pour sa part, Roubina Jadoo, membre du Bureau Politique du MSM, a principalement axé son intervention sur les cas de violences domestiques. Elle a ainsi souligné qu'on enregistre aussi des cas de violences physiques, verbales, morales, émotionnelles, des cas de tortures et de la pression financière dans les lieux du travail.

L'ancienne ministre a aussi affirmé que le gouvernement et le Premier ministre, Pravind Jugnauth, font tout pour protéger les femmes à travers de la signature de

plusieurs conventions internationales et l'introduction des lois sur le 'gender based violence'.

High Level Committee

Poursuivant, Roubina Jadoo a laissé entendre que le chef du gouvernement continue à présider un 'high level committee' sur la protection des femmes D'où, dira-t-elle, l'introduction du 'national strategic plan' après des consultations faites avec plusieurs stakeholders et ministères et qui concernent, entre autres, la prévention, l'inégalité, le renforcement des

lois et la 'policy framework'.

Cependant, elle a soutenu qu'un changement de mentalité s'avère nécessaire concernant les violences domestiques et la discrimination à l'égard de certains.

Roubina Jadoo a, en outre, fait état de l'introduction de 'Gender Equality Bill' à la rentrée parlementaire et le lancement de 'Family Support Unit' par le Premier ministre, du Data Collection et de l'application qui agira comme un 'one stop shop' pour le bien-être des victimes.

Finances

BANQUE DE MAURICE

Le nouveau cadre de politique monétaire entre en vigueur le 16 janvier

● L'objectif : un ciblage de l'inflation, la promotion d'une croissance stable et la limitation de la volatilité du taux de change

La Banque de Maurice a débuté sa campagne de communication portant sur le nouveau cadre de politique monétaire qui sera adopté dès ce mois de janvier 2023. Le gouverneur de la banque centrale, accompagné de ses deux Deputy Governors ont rencontré quelques membres de la presse, ce mercredi 12 janvier, pour évoquer les contours et les implications des nouvelles formules mises en place. Cette première réunion avait eu lieu dans les locaux de la BoM à Port-Louis.

D'emblée le gouverneur de la banque centrale de Maurice a expliqué les principaux changements, que ce nouveau cadre sera amené à apporter dans notre politique monétaire. En premier lieu, on note un ciblage flexible de l'inflation pour contenir plus efficacement les tensions inflationnistes et ainsi garantir la stabilité des prix. Le Key Repo Rate existant est remplacé par le Key Rate qui sera également fixé au même niveau et déterminé par le comité de politique monétaire. Alors que de nouveaux régimes monétaires seront aussi introduits pour garantir la promotion d'une croissance stable de la production et de l'emploi et la limitation de la volatilité du taux de change.

Dans ses explications, Harvesh Seegolam s'est appesanti sur le fait que le cadre de politique monétaire utilisé jusqu'ici n'est pas assez efficace. Ses contraintes étaient l'excès élevé de liquidité associé à l'augmentation des coûts de mise en œuvre de la Politique monétaire. Ce qui affecte le mécanisme de transmission. Alors que le processus de mise en œuvre du nouveau cadre implique des changements au niveau opérationnel, notamment une révision des instruments de politique monétaire à utiliser pour une gestion efficace des conditions de liquidité. Mais aussi aboutira à un cadre plus transparent et conforme aux meilleures pratiques internationales.

Ramener le taux d'inflation entre 2 à 5 % à moyen terme.

Le gouverneur de la Banque de Maurice a accentué sur le fait que l'objectif

prioritaire de la BoM demeure la stabilité des prix. Ainsi, il a expliqué qu'avec l'introduction du ciblage de l'inflation, qui est un régime monétaire de plus en plus plébiscité par des banques centrales des économies émergentes, la banque aura davantage de vision et de marche de manœuvre par rapport tensions inflationnistes. Par exemple, la banque centrale pourra utiliser ses instruments de politique monétaire en fonction d'une inflation anticipée plutôt que sur l'inflation actuelle.

Harvesh Seegolam a précisé qu'avec le nouveau cadre de politique monétaire, la banque Centrale de Maurice prend un engagement crédible en faveur d'un ancrage nominal avec une fourchette d'inflation de 2 à 5 % à moyen terme. Il a déclaré que l'objectif est de pouvoir atteindre un taux d'inflation de 3% à moyen terme, avec l'accord du ministre des Finances et comme préconisé par le Fonds monétaire international.

Empêcher l'évolution du taux d'intérêt

Harvesh Seegolam a aussi souligné que les taux d'intérêt du marché monétaire ne reflètent pas l'orientation de la politique monétaire. Il a précisé que la décision du changement de cadre remonte à 2020 avec l'idée de préparer le pays à faire face à la crise en offrant à la Banque de Maurice la flexibilité nécessaire. « Le cadre actuel qui était utilisé depuis vingt ans environ a fait son temps. Le remplacer permettra de faire face aux défis économiques futurs ». Le nouveau cadre qui comprend également le changement du 'Key Repo Rate' au 'Key Rate' devrait être d'actualité au moins pour les dix prochaines années. Comme pour le 'Key Repo Rate', le 'Key Rate' sera fixé par le comité en charge de la politique monétaire.

Ainsi, dès le 16 janvier, le 'Key Rate' sera à 4,5 %, l'actuel taux directeur. La Banque de Maurice poursuivra le processus de normalisation s'agissant de l'inflation. Autrement dit, le taux directeur devrait être revu à la hausse lors de la réunion du prochain comité. Harvesh Seegolam a souligné que



la majorité des Banques centrales à travers le monde emboîtent le pas de la Réserve fédérale américaine concernant l'augmentation des taux d'intérêt. « Il faut s'assurer que la confiance dans la monnaie locale est présente et ainsi concurrencer les monnaies étrangères. Les investisseurs vont privilégier le dollar si les taux proposés aux États-Unis sont plus attractifs qu'à Maurice. La roupie mauricienne va ainsi se déprécier », a expliqué le gouverneur de la BoM.

Impact positif sur le taux de change de la roupie

La hausse du taux directeur préoccupe de nombreux ménages et les PME, notamment sont ceux qui ont contracté des prêts auprès des banques. La Banque de Maurice explique que des taux d'intérêt plus élevés sont nécessaires à court terme, afin d'atténuer les pressions inflationnistes à moyen et long terme. Le nouveau cadre de la politique monétaire devrait être utile pour ancrer les anticipations de l'inflation. « Compte tenu des coûts associés à des taux d'inflation élevés, la population bénéficiera en fin de compte d'un taux d'inflation faible et stable. Les gains de bien-être associés à une inflation faible et stable à moyen/long terme passent

par des ajustements de taux d'intérêt plus élevés. Des taux d'intérêt plus élevés devraient réduire les écarts de taux d'intérêt et donc avoir un impact positif sur le taux de change de la roupie », a-t-on fait ressortir. Par ailleurs, toutes les banques sont prêtes pour l'entrée en vigueur du nouveau cadre de la politique monétaire. Cependant, il précise que des peaufinages sont à prévoir dans le nouveau cadre dans les prochaines semaines.

Impact direct sur le taux d'épargne

Le taux directeur a été revu à la hausse à plusieurs reprises l'année dernière et se chiffre actuellement à 4-5 %. Selon Harvesh Seegolam, le taux d'épargne va augmenter automatiquement avec l'introduction du nouveau cadre de la politique monétaire. « Les taux des dépôts d'épargne et les taux de prêts des banques refléteront le niveau du Key Rate et du taux d'épargne interbancaire au jour le jour. Les épargnants verront l'impact immédiat sur leurs comptes. Aussi les banques vont commencer à prêter plus d'argent car l'excès de liquidité sera réduit » a-t-il indiqué. Le taux interbancaire au jour le jour se situera dans le corridor de taux d'intérêt à proximité du Key Rate.

Carburants : Les prix restent inchangés

• **Rajiv Servansingh** : « Le gouvernement, dans sa sagesse, a décidé de maintenir les prix des carburants »



Le directeur général de la State Trading Corporation (STC), Rajiv Servansingh, a hier annoncé que les prix des carburants restent inchangés. Cette décision a été entérinée

par le Petroleum Pricing Committee (PPC). Il a fait comprendre que le gouvernement, dans sa sagesse, a décidé de maintenir les prix des carburants.

« Conformément aux dispositions de la loi, le PCC avait, lors de la réunion de samedi, recommandé une augmentation de 10 % du prix du diesel. Par kont, minis fin itiliz le pouwwar ki li ena,

selon la lwa, pou blok sa ogmantasyon de 10 %. Ainsi, les prix des produits pétroliers restent inchangés », a déclaré Rajiv Servansingh.

Le directeur général de la STC est également revenu sur les prix des carburants sur le marché international.

« Sur le plan international, le prix du diesel a grimpé, et celui de l'essence a connu une baisse », souligne Rajiv Servansingh.

Ainsi, le prix du litre d'essence est maintenu à Rs 74, 10 et celui du diesel à Rs 54, 55

A FLORÉAL, LUNDI SOIR

Ajay Gunness pris en contravention pour 4 délits, dont refus de se soumettre à un alcootest

• **En 2017, il lui était reproché d'avoir entravé le travail des policiers de Flic-en-Flac en intervenant en faveur de son beau-frère**

Le véhicule d' Ajay Gunness, leader adjoint du Mouvement Militant Mauricien (MMM), qui est âgé de 63 ans, a été stoppé, lundi, lors d'un barrage routier de l'Emergency Response Service (ERS) de la police, à l'avenue Pierre Simonet, à Floréal. Selon l'officier en charge de ce barrage routier, Ajay Gunness aurait refusé de se soumettre à un alcootest ou de donner un échantillon de son sang ou de son urine.

Les policiers lui auraient alors demandé de rester dans son véhicule le temps qu'ils fassent les procédures policières nécessaires dans ce cas de figure. Notamment l'emmener par la suite au poste de police le plus proche pour prendre une déposition. C'est à ce moment, selon les policiers, qu' Ajay Gunness, aurait pris la fuite et est rentré chez lui, un peu plus loin dans la même rue à Floréal. La police explique que l'ancien ministre des Infrastructures publiques a quitté le lieu en faisant fi de l'ordre du policier qui lui avait demandé de rester en stationnement.

Selon le Police Press Office, ce n'est pas une « arrestable offence », toutefois il devra consigner une déposition au poste de police. Ajay Gunness a été pris en contravention pour conduite sous l'influence de l'alcool, refus de se soumettre à un alcootest, refus de donner un échantillon de son sang ou de son urine et non-respect d'un ordre émis par un officier de police.

Cependant, Ajay Gunness s'est mardi dernier, présenté



au poste de police de Floréal pour donner sa version. Il a expliqué qu'il fait face un problème de santé et ne peut se soumettre aux tests demandés.

Il convient de souligner que ce n'est d'ailleurs pas la première fois, qu' Ajay Gunness serait impliqué dans une controverse au niveau de la route. Il lui était reproché en 2017 d'avoir entravé le travail des policiers de Flic-en-Flac en intervenant pour son beau-frère, qui avait été contrôlé positif à l'alcootest lors

d'un contrôle de routine.

Selon les policiers de service ce soir-là, il aurait récupéré son beau-frère de force au poste de police. Les deux hommes auraient ensuite vidé les lieux sans l'autorisation de la police. Le beau-frère avait initialement été intercepté par la Road Safety Unit lors d'un contrôle de routine. Il s'avère qu'il avait 36 milligrammes d'alcool dans le sang, soit 11 de plus que la limite autorisée. Ajay Gunness avait débarqué au poste de police et avait demandé à son beau-frère de ne pas écouter les ordres des policiers.

Le Directeur des Poursuites Publiques (DPP) allait, toutefois décidé de ne pas entamer de poursuites contre Ajay Gunness après qu'il avait été accusé provisoirement d'obstruction à la police au tribunal de Bambous. Le DPP était d'avis qu'il n'y avait pas assez de preuves pour loger une accusation formelle contre l'ancien ministre et que la plainte logée contre ce dernier ne concordait pas avec les enregistrements des caméras CCTV placées à l'extérieur du poste de police de Flic-en-Flac.

Lors de sa version sur Radio-Plus au lendemain de cet incident, le deputy-leader du MMM a une explication totalement différente. Selon lui, la police l'aurait arrêté pour un check de routine et l'aurait laissé partir. Ce n'est que le lendemain qu'il a appris cette affaire d'où sa décision de consigner une déposition à cet effet.

Opinion

Why having more time won't fix your problems?

Do you feel like you don't have enough time to spend on the things that you need and/or matter to you the most?

Do you feel like you would benefit if somehow you had an extra 6 hours added on top of the 24 hours you already have in a day?

If you answered "Yes" to either of those questions above, this article is for you. One common thing I see people wish for is more time.

They want to have more time to spend with their family, to work, to practise an outdoor sports activity, to focus on themselves, and other stuff.

Well, I'm here to tell you that even if you somehow got 6 more hours every day, you would still feel like you don't have time.

Think about it...

How much difference would it make?

Would you suddenly be able to balance everything in your day...

... or would you continue to be just as busy and stressed, but for 30 instead of 24 hours?

It wouldn't make any difference because we're tied to time.

If you're given a task that requires it to be finished in 2 hours but you're given 4 hours to finish it, you won't finish it



in 2 hours.

Instead, you'll just make full use of the 4 hours to work without having to think about how to work more efficiently.

It's the same with time.

We're all extending our tasks, demands, and responsibilities to finish them in the time we were given, not the time it takes

to finish them in the most productive way.

That's why having more time won't fix your problems.

And to be honest, I've fallen into this trap many times in my life.

I dreamed that if I somehow had just 1 more hour a day, I would have my

day balanced and I'd have time for everything...

... but the truth is that's impossible.

So, since we don't have the option to add extra hours in a day, we must learn how to make the most out of the 24 hours we have every day.

The secret I found to make the most out of those 24 hours is to plan your day.

What I've found over the years is that not only does planning proves to you that 24 hours are enough for EVERYTHING...

... but also helps you have more free time to do whatever you want!

Since then, I've never gone a day without a diary/ planner by my side.

I have everything I need to do for the next day jotted down in my diary/ planner the day before, so the next day I'll be prepared and know how much time I'm going to devote to each task, demand, and responsibility.

It helped me go from having no free time to having at least 3 to 4 hours a day to spend doing exercises and enjoying life.

That's why I strongly recommend anyone who feels that they don't have enough time to start plan your time as soon as possible!

The Periscope

Mise au point à la suite de la publication des articles sur les sites de Radio One, Réunion La 1ère et TOP FM

Suite à la publication d'un article de presse intitulé «Relance du Tourisme : Air Mauritius renforce sa flotte et cherche des pilotes pour ses Airbus A330 et A350 », sur la page Facebook de Radio One et relayé sur celle de la chaîne Réunion La 1ère, le mardi 10 janvier 2023 et un autre article ayant pour titre « Air Mauritius : Deux avions loués et un autre acheté » et publié sur le site de TOP FM le mercredi 11 janvier 2023, Air Mauritius tient à faire une mise au point pour rétablir certains faits.

Contrairement à ce qui a été publié, Air Mauritius ne s'est pas engagé auprès de la compagnie allemande Condor pour la location de deux Airbus A330-900neo.

La compagnie d'aviation nationale tient également à préciser qu'aucune négociation n'est en cours pour l'achat d'un Airbus A350-900.

Cependant, Air Mauritius confirme



qu'elle compte poursuivre sa politique de développement en ajoutant de nouveaux vols à son programme. Après Kuala Lumpur, Perth et Cape Town, Air

Mauritius desservira à nouveau Delhi à partir du 02 mai prochain avec deux fréquences hebdomadaires. D'autres destinations sont actuellement à l'étude.

Récemment, un accord de partage de code a été signé entre Air Mauritius et Virgin Australia afin d'offrir plus de possibilités à ceux qui voyagent au départ et vers l'Australie à travers Perth, le point d'entrée situé sur la côte ouest australienne.

La flotte actuelle d'Air Mauritius est composée de quatre Airbus A350-900, deux Airbus A330-900neo et trois ATR72-500. Deux Airbus A330-200 viendront s'ajouter à la flotte au cours du premier trimestre et du deuxième trimestre de cette année respectivement et ce pour une période de trois ans. Ces deux appareils additionnels seront déployés principalement sur le réseau moyen-courrier et dans la région de l'Océan Indien.

Un exercice d'appel d'offre est en cours pour la location des appareils ATR-72 pour la desserte de La Réunion et Rodrigues.

Grâce présidentielle alléguée : Sudheer Maudhoo porte plainte pour diffamation



Le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Sudheer Maudhoo, s'est rendu au bureau du Central Criminal Investigation Department (CCID), ce mardi 10 janvier, pour porter plainte pour diffamation. Ce, après qu'il a pris connaissance des allégations portées contre lui. Il avance qu'il est injustement cité dans un article de presse de Zinfos Moris.

L'article du journal en ligne, publié le samedi 7 janvier, fait état d'une conférence de presse de Linion Pep Morisien, et écrit : « (...) un ministre de 'l'Est' est parmi la liste des personnes graciées par le président. Selon M^e Rama Valayden, sur la liste des personnes graciées, 24 ont été graciées, sur 30. Aucune indication sur l'identité du ministre, mais quelques

indices : le ministre en question aurait eu des démêlés judiciaires portant sur une affaire de gandia et son dossier aurait disparu à la cour de district de Flacq. Selon l'adage 'affaire à suivre ou 'guét cinéma manz pistas' ».

Suite à cet article, le ministre Maudhoo, a consigné une déposition. Puis, il a fait une déclaration à la presse, soutenant qu'il n'a jamais eu des démêlés avec la justice, et encore moins pour des cas de drogue. « Si zamé mo pann gagn case, couma mo kapav gracié. » Il a ajouté que, lors de sa conférence de presse de vendredi dernier, l'avocat Rama Valayden a mentionné un ministre de l'Est, mais c'est toutefois le journal en ligne qui a « extrapolé ». « La liste des personnes graciées par la commission de pourvoi en grâce fuite dans la

presse. S'il reste à confirmer le nom du ministre Sudheer Maudhoo, celui de l'ex-député Thierry Henry est connu. »

Le ministre a cependant reconnu avoir été inquiété par l'Independent Commission Against Corruption (ICAC) en octobre 2002, pour un cas de pot-de-vin de Rs 10 000 qui remonte à 1995.

Un chauffeur de taxi, ayant retenu les services de Rama Valayden, avait porté plainte contre lui, l'accusant de lui réclamer la somme de Rs 10 000 contre un permis de taxi. Mais, en 2003, l'affaire avait été rayée en cour.

Lors de sa déposition, le ministre a fourni des captures d'écran de l'article en question. Une enquête est en cours.

En décembre, la consommation a connu une hausse de 0,2%

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,3 point ou 0,2 %, passant de 126,8 en novembre 2022 à 127,1 en décembre 2022. Ce sont les chiffres avancés par Statistics Mauritius.

Les principaux facteurs ayant contribué à la variation de l'indice entre novembre 2022 et décembre 2022 sont les suivants :

Légumes (+0.1), autres produits alimentaires (+0.1), Whisky (-0.1), Intérêt sur le prêt logement (+0.1) et autres produits et services (+0.1).

Dans ce présent rapport, Statistics Mauritius précise que l'inflation en glissement annuel a atteint 12,2 % en décembre 2022, contre 6,8 % en décembre 2021.

L'inflation globale pour la période de 12 mois se terminant en décembre 2022 a été de 10,8%, contre 4,0% pour la période de 12 mois se terminant en décembre 2021.

Alors que l'inflation CORE1 en glissement annuel a atteint 9,8% en décembre 2022, contre 5,1% en décembre 2021.

L'inflation CORE2 en glissement annuel a atteint 7,4% en décembre 2022, contre 5,1% en décembre 2021.

L'inflation CORE1 pour la période de douze

mois se terminant en décembre 2022 a été de 9,3%, contre 3,9% en décembre 2021.

De même, l'inflation CORE2 pour la période de douze mois se terminant en décembre 2022 s'est établie à 7,3%, contre 4,9% en décembre 2021.

7,3 %, contre 4,5 % en décembre 2021.

Concernant les dépenses de consommation pour le mois de décembre 2022 par rapport à novembre 2022.

La nourriture et les produits non alcoolisés ont connu une hausse de +0.6, tandis que les boissons alcoolisées et la cigarette a baissé de -0.5.

Les Mauriciens ont aussi acheté plus de tenue vestimentaire et ont mis plus d'argent dans les dépenses pour l'eau, l'électricité, le gaz, la maison et autres produits pétroliers. En ce mois de décembre, selon ce rapport les Mauriciens ont bien profité des loisirs. Ce secteur a enregistré une hausse de + 0.8.

Notons que le taux d'inflation global est calculé en utilisant la méthode de la moyenne annuelle, c'est-à-dire en comparant le niveau moyen des prix pendant une période de douze mois avec le niveau moyen pendant la période correspondante.

Highlights of Cabinet Meeting

■ Cabinet has agreed to the signing of a Memorandum of Understanding between the MP Industrial Development Corporation of Madhya Pradesh, India and the Economic Development Board. The objectives of the Memorandum of Understanding are as follows:

(a) exchange and dissemination of non-confidential information on all economic and commercial matters, including specific industrial sectors;

(b) exchange of professional experience relating to services rendered to their members facilitating development of mutually beneficial relationship;

(c) active promotion of investments/joint ventures and exchange of business delegations;

(d) support for the organisation of activities such as seminars, conferences, road shows by specialists in Madhya Pradesh and in Mauritius, as well as trade fairs and exhibitions; and

(e) development and promotion of linkages between industries in both countries.

■ Cabinet has agreed to the Terms of Reference that establishes the principles, methodology and scope for the negotiation of a Comprehensive Economic Partnership Agreement (CEPA) between the United Arab Emirates and Mauritius.

The CEPA would include, inter alia, Chapters on Trade in Goods, Rules of Origin, Customs Administration and Trade Facilitation, Trade Remedies, Investment Facilitation, Trade in Services, Transparency in Government Procurement, Intellectual Property Right, Innovation and Technology Transfer, Economic Cooperation, Competition and Dispute Settlement.

■ Cabinet has agreed to the Agricultural Marketing Board being designated as the sole importer of onions and potatoes for year 2023 in order to have control over the total supply of these strategic products and ensure continuous availability of same on the local market at competitive prices for the public at large. No import permits would be issued to other importers for the year 2023, similar to years 2021 and 2022.

Messe

Messe de Requiem pour le Pape Emérite Benoît XVI : homélie du Cardinal Piat



1 Cor 4, 1-5

2 Jn 11, 17-27

La mort du Pape Benoît nous donne l'occasion de recueillir l'héritage que nous laisse « *ce grand serviteur du Christ et intendant des mystères de Dieu* ». Toute sa vie comme professeur de Théologie, comme Evêque, et comme Pape, a été consacrée à scruter les Saintes Ecritures, à butiner dans les écrits des grands théologiens de l'histoire, comme St Augustin, St Bonaventure et tant d'autres pour faire goûter à l'Eglise le riche miel de l'authentique Tradition Chrétienne. Il a su la mettre en valeur dans toute sa beauté, sa pertinence, et sa puissance de transformation pour nos vies.

Sa grande culture, son charisme d'enseignement clair et limpide ont fait de lui un vrai Père dans la foi,

c'est-à-dire, un homme qui a su initier plus d'un, non seulement à la connaissance des sources de la foi, mais à la vie de foi elle-même. Car pour lui le but de la théologie, ce n'était pas seulement acquérir une science mais de recueillir une sagesse, d'accueillir en Jésus l'amour d'une vie, la lumière du monde.

Accepter la charge d'Evêque de Rome et de Pape au soir de sa vie a été pour lui une grande épreuve, un vrai sacrifice. Il l'a accepté dans la foi, avec un sens peu commun du service humble et gratuit. Il a exercé son ministère de Pape fidèlement avec simplicité et patience jusqu'au moment où avec une grande liberté il a reconnu qu'il n'avait plus les forces voulues pour continuer à porter cette charge. Ce renoncement a surpris et étonné beaucoup de monde, mais ce fut un geste humble et courageux qui a été comme un ultime témoignage de foi dans le Christ qui, seul, conduit et

soutient l'Eglise au long de son pèlerinage, cette Eglise qu'il a tant aimée jusqu'à se livrer pour elle.

Comme quoi la vie de foi n'est pas un long fleuve tranquille ; elle est mise à l'épreuve au moment où nous nous attendons le moins. La science théologique la plus raffinée, la culture biblique la plus étanche ne nous mettent pas à l'abri de ces tempêtes soudaines, qui perturbent notre traversée. Benoît XVI n'a pas été seulement un expert des choses de la foi, mais un humble croyant qui comme Marthe, a connu les secousses inattendues de la vie et s'est laissé interpellé par le Seigneur, « *Qui croit en moi, même s'il meurt, vivra. Le crois-tu ?* » Et toute sa vie n'a été que l'articulation de la réponse d'un grand croyant : « *Oui, Seigneur, je crois que tu es le Fils de Dieu, qui vient dans le monde* ».

Des cyclones plus intenses sont attendus

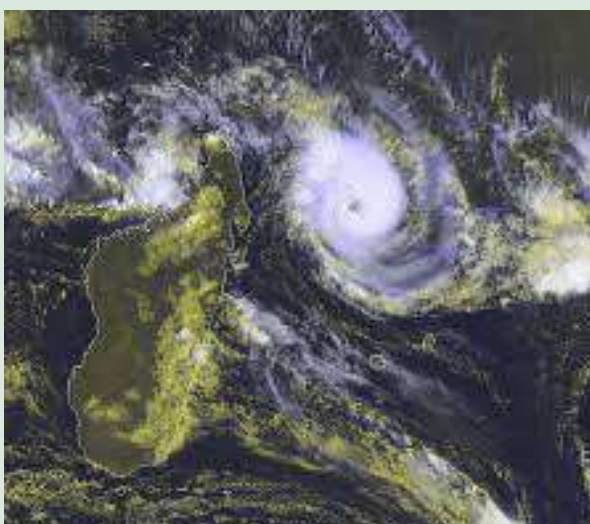
Selon la station météorologique de Vacoas, 7 à 9 cyclones évolueront dans le bassin du sud-ouest de l'océan Indien. Ces systèmes seront plus intenses comparés à ceux des années précédentes.

D'après les perspectives saisonnières, cet été verra l'évolution de 7 à 9 cyclones. Selon la météo, jusqu'à présent, nous avons déjà eu environ 3 systèmes et d'ici la fin de janvier d'autres systèmes sont attendus. Mais pour l'instant on ne peut pas dire s'ils visiteront l'île Maurice, indique Fawwaz Dilmahomed météorologue.

Quoiqu'il en soit, la Station Météorologique de Vacoas prévoit des cyclones plus intenses comparés à ceux des années précédentes.

Selon Fawwaz Dilmahomed c'est par rapport aux changements climatiques. Il annonce que des vents violents et des pluies fortes accompagneront ces cyclones.

D'ailleurs, le Conseil des ministres du 6 janvier dernier, a pris note du rapport actualisé de la station météorologique de Maurice concernant les perspectives saisonnières pour l'été 2022-2023 pour Maurice et



Rodrigues. Après avoir analysé tous les indicateurs et en tenant compte des modèles analogues, le service météo a conclu que :

(a) le début des pluies d'été serait encore retardé et est maintenant attendu au cours de la deuxième semaine de janvier 2023 ;

(b) à partir de la deuxième moitié de janvier 2023 jusqu'à fin avril 2023, les conditions atmosphériques deviendraient propices à l'apparition de phénomènes météorologiques extrêmes tels que des orages violents et de fortes pluies ;

(c) les températures seraient proches de la normale ;

(d) des températures occasionnellement supérieures à la normale, associées à des périodes prolongées de forte humidité et de vents faibles, pourraient engendrer des conditions torrides, en particulier pendant les mois de janvier à mars 2023 ;

(e) le nombre de tempêtes nommées évoluant dans le bassin Sud-Ouest de l'océan Indien pour la saison cyclonique 2022-2023 devrait se situer entre sept et neuf ;

(f) les fortes houles générées par les cyclones tropicaux évoluant à proximité des îles Mascareignes pourraient affecter les côtes de Maurice, Rodrigues, Agalega et St Brandon.

Ainsi, les autorités mettent déjà en place les mesures pour faire face aux mauvais temps.

TRAFIC DE DROGUE ALLÉGUÉ

La demande de libération provisoire de Bruneau Laurette débattue ce lundi 16 et mardi 17 janvier



pour poursuivre son enquête et faire les vérifications nécessaires. Pour rappel, dans un premier temps, Bruneau Laurette avait refusé l'examen de ses cellulaires.

Par ailleurs, le 'ruling' concernant sa demande de radiation des accusations provisoires sera rendu public le 20 janvier prochain.

Bruneau Laurette et son fils réclament Rs 20 M à l'ASP Jagai

Deux mois après avoir servi une mise en demeure, ils reviennent avec une plainte en réclamation. Bruneau Laurette et son fils, Jean Luca Ryan, ont, le jeudi 12 janvier 2023, déposé une plainte devant la Cour suprême.

Ils réclament Rs 20 M de dommages à l'assistant-surintendant de police Ashik Jagai et la Woman Police Inspector Sheila Narainen. Cela, car leur homme de loi n'avait pu les rencontrer, l'accès lui ayant été refusé.

Bruneau Laurette, détenu à l'Eastern High Security Prison à Melrose, est représenté par sa compagne Dominique Raya. La plainte, rédigée par l'avoué Vassen Atmarow, est dirigée contre l'assistant-surintendant de police (ASP) Ashik Jagai et la Woman Police Inspector (WPI) Sheila Narainen.

L'Independent Police Complaints Commission (IPCC), la Disciplined Forces Service Commission (DFSC), le Commissaire de police, la National Human Rights Commission et le surintendant Krishna Kumar Rajaram sont cités en tant que codéfendeurs.

Dans leur plainte, père et fils déplorent le fait de n'avoir pas eu accès à leurs hommes de loi respectifs après leur

arrestation le 4 novembre 2022 et après leur comparution en cour, le 5 novembre 2022. Ils disent qu'ils étaient bouleversés et déprimés lorsqu'ils ont appris qu'ils ne pourraient consulter l'avocat de leur choix, l'accès lui ayant été refusé.

Pour rappel, le 4 novembre 2022, Me Sanjeev Teeluckdharry, qui s'était rendu aux Casernes centrales pour représenter Bruneau Laurette, n'avait pu le rencontrer. L'ASP Ashik Jagai aurait interdit à l'avocat de rencontrer ses clients, évoquant qu'il allait également être interrogé dans le cadre de cette affaire.

L'IPCC enquête

L'Independent Police Complaints Commission (IPCC) enquête sur les allégations de l'activiste Bruneau Laurette contre les officiers de la Police Headquarters Special Striking Team (PHQ SST). Les responsables de l'Eastern High Security Prison (EHSP) de Melrose affirment que des préposés de l'organisme se sont déplacés afin de prendre la version de Bruneau Laurette.

Selon des renseignements, ils se rendront de nouveau à la prison de Melrose dans les jours à venir afin de glaner « further informations » concernant les allégations de l'activiste contre les officiers de la SST. Au niveau de l'IPCC, on fait comprendre qu'une enquête sera aussitôt initiée après que toutes les informations auront été recueillies.

A noter que Bruneau Laurette a été arrêté le 4 novembre 2022 et est en détention policière. Sa maison à Petit-Verger, Saint-Pierre, avait été perquisitionnée par la Special Striking Team. Plus de 40 kilos de haschich avaient été retrouvés dans sa BMW.

Demande de radiation des charges provisoires qui pèsent sur lui : Akil Bissessur change sa motion

L'avocat Akil Bissessur, qui demandait initialement que les charges provisoires contre lui soient « permanently stayed », revoit sa copie. Il a logé une nouvelle motion pour que l'affaire soit « struck out », ce mardi 10 janvier.

Alors que les débats sur la motion de radiation des charges provisoires de trafic de drogue, notamment de « possession of dangerous drug for the purpose of distribution », qui pèsent sur M^e Bissessur, devaient avoir lieu, en cour de Bambous, son avocat Sanjeev Teeluckdharry a fait une demande pour amender la motion. L'avocat souhaite désormais que l'affaire soit « struck out » au lieu d'être « permanently stayed », demande qu'il avait initialement faite. Ce changement d'ordre technique vise à demander à la cour de rayer définitivement les charges provisoires qui pèsent sur son client.

M^e Sanjeev Teeluckdharry est catégorique sur le fait qu'il faut en finir avec les



charges provisoires qui pèsent sur Akil Bissessur. « C'est la quatrième fois qu'il fait face à des charges provisoires ; les trois autres ont été rayées », dit-il. Face à cet amendement, le State Counsel Rubesh Dawoodarry a demandé du temps

additionnel pour prendre une décision. L'affaire a ainsi été ajournée au 9 février pour connaître la position du bureau du Directeur des Poursuites publiques (DPP).

Rappelons que le bureau du DPP avait objecté à la motion de radiation des

charges provisoires contre M^e Bissessur. Ce dernier estime que c'est un abus des procédures, et que son arrestation était illégale et arbitraire. Il avait été arrêté le 19 octobre 2022 après une descente de la Special Striking Team au domicile de sa compagne Doomila Moheeputh, à Palma, où de la drogue synthétique avait été retrouvée. Le couple a été arrêté et traduit en justice. Jusqu'ici, Akil Bissessur et sa compagne nient en bloc les accusations qui sont portées contre eux, et soutiennent que l'équipe de l'ASP Ashik Jagai a planté cette drogue chez eux.

Doomila Moheeputh attendue au tribunal le 9 février

La compagne de M^e Akil Bissessur, Doomila Devi Moheeputh, s'est aussi présentée devant le tribunal de Bambous le mardi 10 janvier. Elle fait l'objet d'une accusation provisoire de « drug dealing » dans cette affaire. Sa prochaine comparution devant cette instance est prévue le 9 février.

Presse Analyse

Les journalistes défendent-ils la liberté d'expression seulement lorsqu'ils sont personnellement concernés ?

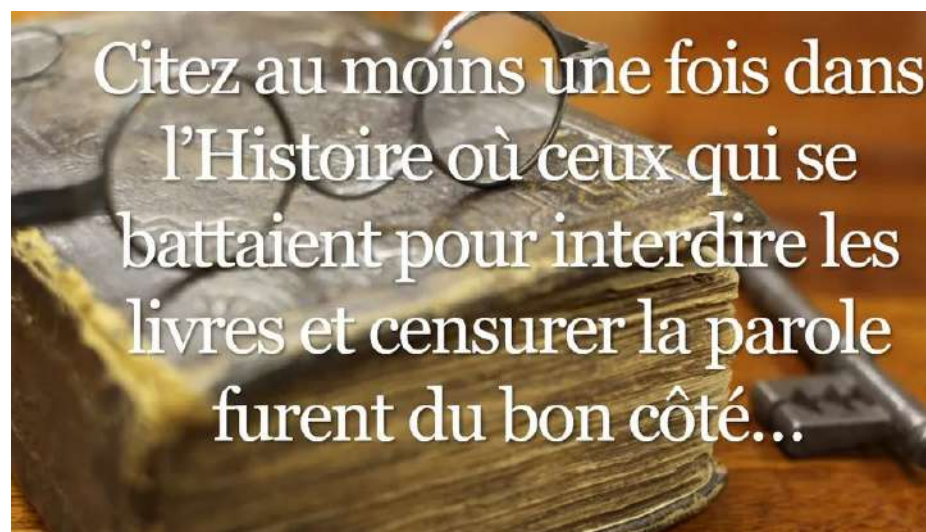
• « *Où se situaient réellement les défenseurs autoproclamés de la liberté d'expression, c'est-à-dire nulle part où on les attend* »

En suspendant quelques journalistes pendant quelques jours, Musk a montré une fois de plus où se situaient réellement les défenseurs autoproclamés de la liberté d'expression, c'est-à-dire nulle part où on les attend.

Le 15 décembre dernier, Elon Musk décidait de suspendre temporairement de Twitter les comptes d'une poignée de journalistes. Cette décision a immédiatement déclenché une suite de réactions virulentes qui ont éclairé de façon crue les biais des médias, des institutions politiques et... de Wikipédia.

Il semble étonnant que ce milliardaire qui avait claironné son attachement à la liberté d'expression suspende les comptes Twitter de plusieurs journalistes.

Un peu de contexte explique pourtant assez bien sa réaction : Musk dispose d'un avion privé dont les déplacements ne sont pas connus publiquement. Il a en effet expliqué ne pas vouloir que sa position et ses mouvements soient pistés par certains activistes présents notamment sur Twitter, estimant que ces informations relèvent



de sa vie privée et plus important encore peuvent mettre sa vie ou celle de ses proches en danger.

Cette remarque n'est pas frivole : par le passé et récemment, le dirigeant de Tesla, SpaceX et Twitter s'est trouvé confronté à des individus aux intentions équivoques.

Récemment son plus jeune fils était présent ce qui a probablement alarmé le milliardaire

qui a donc décidé d'interdire, au moins sur sa plateforme, toute forme de doxing pouvant mettre en danger les personnes concernées : dorénavant, divulguer des informations personnelles d'un utilisateur de Twitter (quel qu'il soit) est passible de suspension.

Une fois ce changement clairement indiqué dans la politique d'utilisation de la plateforme, plusieurs journalistes ont malgré tout et sans surprise persisté et continué de relayer les positions et mouvements pourtant privés de Musk et de son avion. Sans surprise non plus, ils ont donc été suspendus.

Stupeur et hurlements, des journalistes ont donc été suspendus pour avoir enfreint des règles sur Twitter !

On comprend ici que les habitués contempteurs de la plateforme de Musk et du rachat du premier par le second s'en sont donné à cœur joie, harpant avec obstination sur l'idée que le milliardaire aurait ainsi changé son fusil d'épaule à propos de la liberté d'expression, qu'il ferait une chasse aux sorcières très politiquement orientée et que bientôt plus personne n'aurait le droit de s'exprimer sur ce réseau social maudit.

Dans un élan assez typique des troupes woke, tout une partie de la journalisticaillerie s'est alors mise à parier sur un effondrement de Twitter (qui n'a toujours pas eu lieu) et à piailler pour un départ en masse vers Mastodon (cette plateforme pourtant connue pour héberger du contenu pédopornographique), fuite qui ne s'est du reste pas traduite dans la réalité non plus.

De façon moins anecdotique, on devra cependant noter trois autres réactions majeures suite à ce micro fait divers sur

une plateforme sociale.

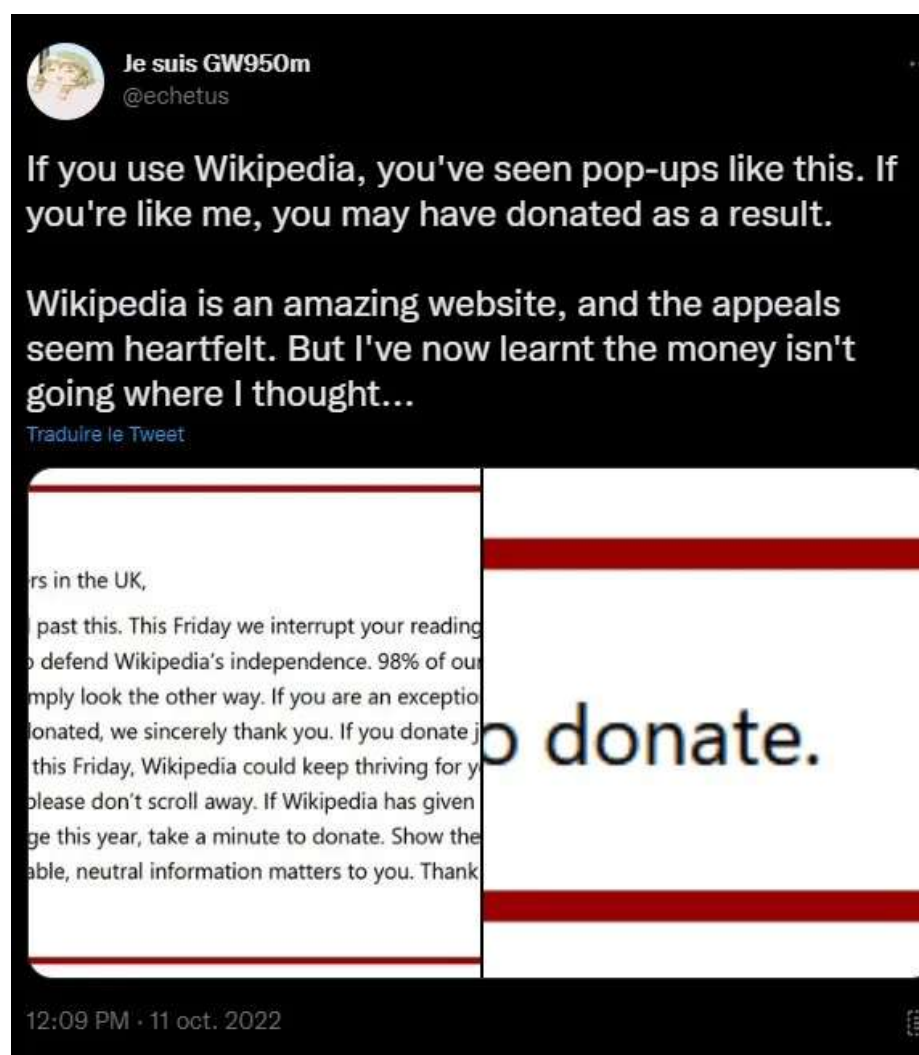
D'une part et comme on pouvait s'y attendre, la presse de grand chemin a largement fait son travail habituel de propagande éhontément biaisée : au moyen éculé d'une titraillerie laissant croire à une suspension arbitraire (« *Musk suspend des journalistes qui écrivent sur lui* ») ou de vidéo présentant les faits de façon tronquée, elle a dressé le portrait d'un personnage erratique et capricieux qu'il sera facile de ressortir à nouveau à chacune de ses nouvelles décisions. La technique est connue et rappelle par bien des aspects le dénigrement systématique dont furent l'objet certains conservateurs américains (Trump en premier), méthode qui n'est d'ailleurs pas sans rapport avec la perte abyssale d'audience de ces médias.

D'autre part, des institutions officielles sont rapidement entrées dans la danse. Si l'on peut comprendre l'une ou l'autre assertion plus ou moins préoccupée de l'administration Biden, il est étrange de lire les déclarations de politiciens élus, notamment européens.

Dans une intéressante suite de prises de paroles, des ministres français ou allemands se sont ainsi empressés de faire savoir leur désapprobation devant ce qu'ils estiment être une atteinte à la liberté d'expression : sans surprise là non plus, on retrouve la fine fleur des froufrouants inutiles comme Jean-Noël Barrot (qui serait ministre délégué en France, selon la rumeur) ou l'insipide Buschmann allemand, ministre de la Justice.

L'inexistant Roland Lescure, lui aussi présumé ministre délégué à l'Industrie, aurait choisi de quitter la plateforme pour protester ; il est depuis revenu bien vite (et si vous n'aviez remarqué ni son départ ni son retour, c'est tout à fait normal).

Plus surprenant, on trouve aussi des petites saillies de la commissaire européenne et vice-présidente de la Commission européenne Vera Jurova, appelant même à des sanctions. On cherche encore à comprendre pourquoi la Commission européenne, tout comme les institutions françaises ou allemandes représentées par ces paltoquets pourraient avoir leur mot à dire dans la gestion d'une plateforme privée, d'autant que comme le remarque Politico en crispant ses petits poings métaphoriques, ces gens sont aussi inutiles qu'impuissants pour contrer les décisions



Affaire de dreadlocks : Le jeune Yonzha Collet a finalement intégré le collège Le Chou

Le jeune Yonzha Collet, originaire du village de Brûlé, n'a pas été admis au Rodrigues College à cause de ses dreadlocks, les nattes chères aux rastafaris. Et, cette affaire a fait couler beaucoup d'encre.

Fils du rappeur et slammeur Azamenjah Livy (Stevenson Collet), qui a déjà représenté Rodrigues/Maurice lors des festivals de poésie à la Réunion, Yonzha porte des dreadlocks. Et, cette semaine il devait intégrer le Rodrigues College. Or, en raison de ses nattes, l'accès lui a été refusé. L'enfant est déboussolé, selon son père. « *Il ne veut même plus aller dans cet établissement, tellement il a été traumatisé. Il n'a pas du tout apprécié la façon dont il a été traité. Je ne souhaite à aucun parent de vivre cela.* »

Face à ce refus, la maman de Yonzha Collet est allée frapper aux portes du collège Le Chou. « *Le recteur, M. Azie, a accueilli mon fils à bras ouverts. Il y est admis en Form 1,* » déclare-t-elle.



Informés de cette discrimination envers un natif de leur île, des Rodriguais, dont des enseignants, ont lancé une pétition en ligne intitulée « *Admission Refusal based on Racial and Religious Discrimination by Rodrigues College* ». Devant récolter un millier de signatures, cette pétition a déjà été adoubée par 724 personnes, jusqu'à présent.

Land Division : Clency Harmon annonce qu'il entamera une grève de la faim la semaine prochaine à Port-Louis

Au cours d'une conférence de presse, tenue au Centre Marie Reine de la Paix, hier, le porte-parole de l'Association justice, Réparation et Restitution, Clency Harmon, a annoncé qu'il entamera une grève de la faim au cours de la semaine prochaine devant le parvis de la cathédrale à Port-Louis.

En présence, entre autres, de Paul Lemiere et son avocat Kiran Meettook-Lama, Israel Begue, Danielle Tancrel, Didier Kistnorbo, qui représentent plusieurs associations, Clency Harmon a expliqué et déploré le fait que les autorités concernées ne veulent pas aller de l'avant pour que la Land Division soit pleinement opérationnelle. D'où son intention pour entamer une grève de la faim.



Quatorze jours après un accident de la route, une septuagénaire a succombé à la suite de ses blessures

Quatorze jours après un accident de la route, Geeta Sunkur, 70 ans qui était admise à l'unité des soins intensifs de l'hôpital du nord a succombé à ses blessures au matin du jeudi 12 janvier. La victime et son époux, Bagharatty Sunkur qui circulaient à motocyclette à Triolet avaient été percutés de plein fouet par une motocyclette de la marque Yamaha que conduisait un adolescent de 18 ans. C'était le jeudi 29 décembre de l'année dernière. Ainsi le nombre de morts sur nos routes pour l'année passe à 108.

C'est aux alentours de 8 heures 20, ce 29 décembre 2022 que cet accident s'était produit. Le jeune motocycliste habitant Grand-Baie ne s'était pas arrêté à une intersection à Triolet. Il avait ainsi percuté de plein fouet une motocyclette de la marque TVS que conduisait Bagharatty Sunkur âgé de 74 ans. Ce dernier avait comme passagère en croupe son épouse. C'est à l'angle de la rue Marcel Bouic et Judivadoo lane, Solitude, Triolet que cet accident c'était produit.

Ce couple de septuagénaire qui habite 7e Mile, Triolet avaient

été blessés. Geeta Sunkur avait été transportée à l'hôpital du nord à bord d'une ambulance du Service d'Aide Médicale d'Urgence. Le jeune motocycliste a été lui aussi conduit à cet hôpital. Le septuagénaire avait lui été emmené au Medclinic de Triolet avant d'être transféré à l'hôpital du nord.

Les deux motocyclistes avaient été soumis à un alcotest par des policiers de l'Emergency Response Service. Celui-ci s'était avéré négatif. Selon des informations dont dispose la police le jeune motocycliste roulait sur la route de Marcel Bouic à Triolet. Arrivant à la croisée de cette route, il ne s'était pas arrêté. C'est à ce moment précis qu'il devait percuter de plein fouet la motocyclette de cet homme de 74 ans.

Geeta Sunkur a succombé à ses blessures à 6 heures du matin le jeudi 12 janvier. Une autopsie a été pratiquée sur corps vers 10 heures 30, le même jour. Celle-ci pratiquée par le Dr Prem Chamane, Principal Police Medical Officer à la moruge de l'hôpital Dr A.G.Jeetoo, Port-Louis a attribué son décès à une pneumonie lobaire, suite à cet accident de la route.

Les journalistes défendent-ils la liberté d'expression seulement lorsqu'ils sont personnellement concernés ? (suite)

de Musk. Enfin, signalons la réaction de... Wikipedia : alors même que la nouvelle de la suspension n'avait pas encore fait le tour du globe, des utilisateurs de l'encyclopédie mondiale se sont empressés de commémorer cette décision avec un article intitulé « *Thursday Night Massacre (Twitter)* » (Massacre du Jeudi Soir) – depuis plus sobrement retitré « *Suspensions du 15 décembre 2022* ».

On admirera la rapidité de production d'un tel article pour ce qui apparaît maintenant comme un détail tant par l'ampleur (on évoque moins d'une douzaine de journalistes concernés) que par la durée (quelques jours de suspension seulement) ou par le sujet (peut-on parler de liberté d'expression concernant la position en temps réel d'un avion privé ? Le débat reste ouvert).

Bref, dans un mouvement d'ensemble assez remarquable, tout ce que l'information grand public comprend de postes avancés

prêts à diffuser un message unique s'est mis à vibrer à l'unisson lors de cet événement pourtant fort modeste afin de montrer de façon claire qu'une atteinte insupportable à la liberté d'expression était en cours et qu'il fallait se rouler par terre de rage et de frustration (au moins).

Cette réaction unanime laisse perplexe et impose de se poser quelques questions.

Où étaient ces médias lorsque les Twitter Files (évoquées ici et là) sont sorties ?

Montrant pourtant des atteintes sans précédent à cette liberté d'expression, ces dossiers révélés sur Twitter n'ont absolument pas mobilisé ces grappes de tartuffes : la presse de grand chemin n'a pas pipé mot alors qu'il s'agit sans conteste d'un des plus grands scandales en termes de collusion d'agences de renseignements, d'administrations et de journalistes pour censurer des citoyens ; la Commission européenne et la brochette de

ministricules de pays membres n'ont émis aucune remarque et fait preuve d'aucune exaspération de voir ainsi ces réseaux sociaux véritablement cornaqués par des administrations et des pouvoirs à des fins partisans et politiques pour écraser toute dissidence dans le discours.

Quant à Wikipedia, la présence d'un article symbolique au sujet de ces dossiers explosifs ne le dédouane absolument pas et la raison de son mutisme est assez simple à comprendre lorsqu'on apprend que, comme ces agences, comme ces administrations, comme ces médias, l'encyclopédie en ligne est maintenant ultra-politisée et presque totalement alignée sur les mêmes objectifs collectivistes de l'extrême gauche progressiste américaine qui n'a bien sûr aucun intérêt à détailler les révélations des dossiers Twitter : faisant régulièrement des appels aux dons auprès de particuliers, il apparaît que les fonds collectés ne vont pas essentiellement à la maintenance du site.

En pratique, la majeure partie de ces collectes abonde des fondations, des organisations non-gouvernementales et des projets dont la plupart des donateurs n'ont jamais entendu parler et dont l'objectif est, lui, parfaitement clair et similaire aux objectifs des administrations et médias grand public occidentaux, à savoir une révolution culturelle occidentale collectiviste.

En somme, en suspendant quelques journalistes pendant quelques jours, Musk a montré une fois de plus où se situaient réellement les défenseurs autoproclamés de la liberté d'expression, c'est-à-dire nulle part où on les attend. Il a en outre dévoilé la véritable capture intellectuelle des médias, des institutions et même de Wikipédia par une frange marginale de la société bien décidée à faire taire chacun de ses opposants par tous les moyens possibles...

Culture

17e Convention Pravasi Bharatiya Divas en Inde

Avinash Teeluck : « Même si nos ancêtres ont immigré, l'Inde nous a toujours accueilli »

● Shri Narendra Modi évoque la croissance économique de la Grande péninsule



La 17e Convention Pravasi Bharatiya Divas (PBD) 2023 qui s'est officiellement tenue, en Inde à Indore, Madhya Pradesh en Inde a été inaugurée par le Premier ministre de la Grande péninsule, Shri Narendra Modi. Plus de 3000 délégués, représentant une soixantaine de pays dont 500 Mauriciens ont participé pendant trois jours à cette conférence.

Il faut dire que cette rencontre, qui se tient chaque deux ans, vise à renforcer l'engagement de la communauté indienne d'outre-mer avec le gouvernement indien et de reconnecter la diaspora avec ses racines.

Avinash Teeluck a remercié le gouvernement indien et surtout le Premier ministre de la Grande Péninsule, Shri Narendra Modi pour cette initiative. Il a rappelé que malgré que nos ancêtres ont immigré, l'Inde nous a toujours accueilli. Il a aussi mis l'accent sur les cultures que partagent nos deux pays.

De son côté, le chef du gouvernement de la Grande péninsule a, lors de son discours, évoqué les réalisations prévues par la Grande péninsule pendant les 25 ans à venir. « Au cours de ces dernières années, l'Inde a fait de grands progrès dans le domaine du développement et ses réalisations ne sont ni simples ni faciles. Aujourd'hui, au niveau mondial,



sa voix, son message et ses paroles sont très appréciés. La puissance de l'Inde continuera de croître et le monde est appelé à mieux connaître la Grande péninsule », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, Shri Narendra Modi a fait comprendre que les personnes faisant partie du PBD et la diaspora indienne auront une plus grande responsabilité pour les années à venir.

D'autre part, des sessions plénières ont eu lieu, en particulier sur le rôle de la diaspora indienne dans la promotion de l'écosystème indien pour des soins de santé en tirant partie de la puissance de l'Inde et sur la bonne volonté à travers l'artisanat, la cuisine et la créativité.

Rappelons qu'avant le départ des 500 Mauriciens pour l'Inde, S. E. la Haute Commissaire de l'Inde à Maurice, Nandini Singla a rappelé que la Convention PBD est un événement phare du gouvernement indien et qu'elle est hautement symbolique pour Maurice car elle reflète le lien fort que le gouvernement indien partage avec le pays.

Nandini Singla a rappelé que Sir Anerood Jugnauth était l'invité principal de la première PBD organisée en 2003 et que pour la dernière convention en 2019, le Premier ministre, Pravin Jugnauth, était l'invité principal.

17e édition du Pravasi Bharatiya Divas Convention

L'article de L'Express qualifiant les politiciens qui se sont rendus en Inde de « pigeons voyageurs » qualifié de 'India bashing'

Auraient-ils dû aller à Paris, Londres, Tokyo ou New York plutôt que dans la Grande Péninsule ? De nombreux lecteurs indignés, ont exprimé leur mécontentement à la suite d'un article paru dans l'Express du mardi 10 janvier 2023, ayant pour titre - « Pravasi Bharatiya Divas Convention- Pigeons voyageurs et pigeons plumés ».

Il faut dire que l'attitude de cet organe dit indépendant, qui a osé citer les noms de certains politiciens faisant partie du gouvernement et qui ont participé à cet événement, n'a pas plu à plusieurs lecteurs. On ne peut dire que le nombre de Mauriciens, (500 Mauriciens sur les 3500 délégués venant de 70 pays), est disproportionné. Il faut savoir les relations qui existent entre Maurice et l'Inde sont vraiment particulières. D'ailleurs, ce pays continue d'aider financièrement notre île, pour la concrétisation de nombreux projets de grande envergure tels le Metro Express et le Swami Vivekananda International Convention Centre. Le moins que l'on puisse dire c'est que nous avons des relations spéciales et extraordinaires avec la Grande péninsule et que l'actuel Premier ministre de l'Inde, Shri Narendra Modi a, à cœur l'intérêt de notre pays à bien des égards.

Deuxièmement, l'Express ne doit pas oublier que tous ceux qui ont

voyagé ont un amour pour l'Inde, en raison de leurs ancêtres, qui ont quitté leur pays natal, pour aider Maurice à se transformer. D'où l'intérêt des politiciens pour se déplacer et prendre part à cette conférence internationale. Aussi, Avinash Teeluck a tous les droits de voyager et d'assister à la PBV en tant que ministre des Arts et du Patrimoine Culturel.

On ne peut évoquer l'amour des per diem et des voyages aux frais du contribuable. « Où était l'Express quand sous le régime de Ramgoolam, ce dernier dirigeait des délégations composées des ministres, de ses proches et des membres de sa famille qui bénéficiaient des per diem et des voyages aux frais des contribuables ? Pourquoi à cette époque cet organe n'avait-il pas parlé des per diem et des voyages aux frais des contribuables ? Y-a-t-il eu une tentative d'India bashing pour la énième fois de la part de l'Express ? », se demande-t-on.



Monde

Etats-Unis : Des documents confidentiels supplémentaires retrouvés, l'administration Biden gênée

• *ET TU, JOE? Si l'ampleur de l'affaire semble moindre que celle visant Donald Trump, ce dernier crie à l'injustice*

En politique, tout est affaire d'optique. La Maison Blanche, manifestement mal à l'aise, a fait face mercredi à des questions insistantes sur la découverte de documents confidentiels datant de la vice-présidence de Joe Biden, une révélation gênante alors que les autorités enquêtent sur une affaire similaire, mais de plus grande ampleur, concernant Donald Trump.

L'administration du président démocrate a jusqu'ici confirmé qu'un «*petit nombre de documents classés confidentiels*» - environ une dizaine - avaient été

retrouvés dans un «*placard fermé à clé*» au Penn Biden Center, un cercle de réflexion où Joe Biden avait autrefois un bureau. Mais ses collaborateurs ont découvert «*au moins un lot supplémentaire*» de documents, a révélé mercredi la chaîne NBC News, suivie par d'autres médias.

Avec ce nouveau rebondissement, l'affaire devrait continuer à faire du bruit et pourrait s'avérer encombrante pour l'enquête sur les nombreux documents stockés par Donald Trump dans sa résidence de Floride, après son départ de la Maison Blanche en 2021.

Trump demande une perquisition

Ce cas est bien plus sérieux, la police fédérale (FBI) ayant saisi lors d'une spectaculaire perquisition des milliers de documents, dont une centaine classés secret-défense, que le républicain refusait de restituer. Mais la découverte reste embarrassante pour un président qui vante son éthique.

Selon des commentateurs, elle pourrait aussi introduire des considérations politiques délicates dans l'enquête sur Donald Trump, qui a immédiatement appelé à ce que



le président démocrate fasse l'objet de la même attention. «*Quand est-ce que le FBI va perquisitionner les nombreuses résidences de Joe Biden, voire même la Maison Blanche ?*», a-t-il réagi.

La Maison Blanche soutient que, si des erreurs ont été faites, l'administration les a au moins immédiatement rectifiées. Dès que les premiers documents ont été trouvés, fin novembre, des avocats les ont rendus aux Archives nationales, qui gèrent ce type de dossiers, s'est-elle défendue. On ne sait pas, à ce stade, pourquoi les Archives ont attendu deux mois au lieu de communiquer avant les midterms.

Coopération

Des avocats sont aussi partis à la recherche d'éventuels documents égarés dans d'autres lieux, a ajouté l'exécutif. Cela pourrait expliquer la mise au jour d'autres papiers mercredi - qui pourraient donc ne pas être les derniers.

Pour désamorcer les accusations d'ingérence politique, le ministre de la Justice Merrick Garland a confié l'affaire à un procureur de Chicago nommé sous l'administration Trump.

L'investigation a été évoquée

par la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, pour justifier son refus de répondre aux questions des journalistes à ce sujet mercredi. Ce qui n'a pas suffi à les faire cesser. «*Nous allons être limités quant à ce que nous pouvons dire, là*», a-t-elle lâché.

Interrogée à plusieurs reprises, elle a renvoyé à la prudente déclaration de Joe Biden mardi, durant laquelle il avait assuré ignorer leur contenu. «*On m'a prévenu de cette découverte et j'ai été surpris d'apprendre que des documents en rapport avec le gouvernement avaient été emmenés dans ce bureau. Mais je ne sais pas ce qu'il y a dans les documents*», avait-il affirmé, en marge d'un sommet avec le président mexicain et le Premier ministre du Canada à Mexico.

Alors deux poids, deux mesures entre Biden et Trump ? Pas vraiment, selon l'avocat spécialisé Bradley Moss. La différence, c'est que Donald Trump était au courant et a refusé de rendre les documents quand le FBI les a réclamés. Selon Moss, Joe Biden ne devrait pas être inquiété par la justice à ce stade. Mais des poursuites contre Donald Trump pourraient plus compliquées à justifier, au moins politiquement.

Une façon naturelle d'améliorer votre santé

MORILINA
L'ORIGINE DU MORINGA
'brède mouroum'

UNIQUE FORMULA

SANS SUCRE

100% HERBAL

Paul Brooks MORILINA THE ORIGIN OF MORINGA MORINGA Spirulina Asparagus Aswagandha

Sugar Free Syrup - 250 ml

Diabétiques **Fatigue**

Stress

Libido

Source de fer (personne anémiques)

Problèmes de digestion

Multiples bienfaits

Pour plus de renseignements, demandez conseil à votre pharmacien.

Distribué par
HYPERPHARM
REDEFINING HEALTHCARE SOLUTIONS
Contact : info@hyperpharm.mu
Tel : 433 9545 / 433 7540

2ND US-AFRICA LEADERS SUMMIT 2022

Biden Pivots USA Back to Africa

ONE STEP BACK FOR TRUMP, TWO STEPS FORWARD FOR BIDEN

From 13 to 15 December 2022, the USA hosted the US-Africa Leaders Summit in Washington DC. Most of the 55 member states of the African Union (AU) were represented, but Burkina Faso, Guinea, Mali and Sudan were allegedly taken off the guest list with the US Department of State citing “deficiencies in democracy and human rights.”

The event marked the second time that such a Summit is held and we have to rewind back to 2014 during the Obama era to witness an event of similar magnitude geared towards Africa. Whereas Trump derisively dismissed the African continent, Biden appears to have upgraded Africa in the pecking order within the US foreign policy.

So, why the change of heart? Some, like ‘The Economist’ magazine, undeniably took note of ‘Africa Rising.’ Some say, it is to counter the growing footprint and economic influence of China. Some even see ‘A New Scramble for Africa.’

Perhaps, they are all right, but the elephant in the room is arguably China. Actually, there appeared to be an omertà on the C-word with the notable exception of US Defense Secretary Austin who could not help mentioning the 800-lb panda breathing down America’s neck.

AFRICA: FROM ‘HOPELESS CONTINENT’ TO CONTINENT OF THE FUTURE

In 2000, ‘The Economist’ put down Africa as the “Hopeless Continent”, painting a land ravaged by war, famine and other calamities. In 2018, then US President Trump went so far as to publicly disparage Africa as “shithole countries.”



Then, in 2019, ‘The Economist’ harked back to the Berlin Conference of 1884 and cautioned against ‘The New Scramble for Africa’ with some new big players. In 2021, I wrote a piece entitled “L’Afrique n’est plus l’Afrique!” by quoting the words of the Côte d’Ivoire PM Patrick Achi taken from his keynote remarks at the French Entrepreneurs Meeting in Paris, an event aimed at recalibrating ties between France and Africa.

Why has the West changed its tune on Africa? First and foremost, the growth and size of Africa can no longer be ignored. By 2050, the population of Africa will reach 2.5 billion and one in four persons in the world will be African.

Despite the Sahara desert making up most of its northern region, Africa possesses has 60% of the world’s uncultivated arable land, which sustainably exploited could feed the whole world.

Without critical minerals sourced from Africa, we would not be able to enjoy the comfort and convenience of modern life with electric vehicles, smartphones and other electronic devices..

To drum up support for the 2nd US-Africa Leaders Summit, State Secretary Antony Blinken toured Africa. In an attempt to win back the hearts of African leaders, he pointed out that Africa is no longer just a piece on the global chessboard, but a geopolitical player in its own right.

At the US-Africa Leaders Summit, Secretary Blinken underscored that: “Africa is a major geopolitical force. It’s one that has shaped our past, it’s shaping our present, and it will shape our future.”

Prior to the start of the Summit, President Biden already signaled that he will support the membership of the AU among G20, which is sometimes described as ‘the club of countries which have arrived’. Similarly, at the UNGA77 in 2022, President Biden announced the support of US for Africa to have a permanent seat at the UNSC.

With ‘Africa Rising’, it is clear that

its voice on international affairs will be heard and listened to more and more because without Africa global challenges cannot be addressed.

US-CHINA RIVALRY AND RHETORICAL ESCALATION

In 2013, China put forward its One Belt, One Road (OBOR) initiative with a Eurasian-centric approach consisting of a Maritime Silk Road (MSR) and an Economic Silk Belt. At the beginning, Africa was almost an afterthought with only Djibouti and Kenya appearing as nodes on the MSR.

Realizing that it might have been an oversight, China evolved the OBOR into Belt and Road Initiative (BRI) and invited all African countries to join the ‘high-speed train of development.’ Interestingly, a handful of countries, including Mauritius, preferred to sit on the fence despite its ‘great friendship’ with China.

In 2020, Biden won the US Presidential election on the strength of the Build Back Better (BBB) program. In a bid to extend BBB globally, he came up with Build Back Better World (B3W) and managed to secure the endorsement of the G7 for this ‘shared aspiration for a better world.’

Then, at UNGA76 in 2021, Xi unveiled the Global Development Initiative (GDI) by highlighting China as the engine of global economic growth and by imparting a new impetus to the UN SDG.

China ramped up its rhetoric about the ‘Shared Destiny for Humankind’ while the USA turned up the propaganda on its ‘Shared Vision for a Better Future.’

“The US is all-in on Africa’s future,” stated Biden at the US-Africa Leaders Summit. To pursue the Texas Hold’em poker metaphor, the US is raising the stakes by pledging USD 55 billion for Africa in response to the USD 40 billion that China put out at FOCAC 2021.

To further reinforce ties with Africa, President Biden, Vice-President Harris and State Secretary Blinken all announced forthcoming visits to Africa in 2023.

AGOA IS (ALMOST) DEAD, LONG LIVE USAFTA

The African Growth and Opportunity Act (AGOA) is set to expire in 2025.



(Photo: State Dept./Scott Taetsch)



Géopolitique



Thus a ministerial meeting on AGOA was scheduled during of the US-Africa Leaders Summit 2022.

Among the questions discussed, we noted the following. Should AGOA be extended? Would the AGOA in its current shape and form be able to cover all African countries given their sheer diversity and varying levels of development? If not, what new arrangement should be entertained?

Two schools of thought battle away on the matter. One school would like to see an extension of the AGOA. Another would like it be be upgraded to an US-AU Free Trade Agreement (USAUFTA). The jury is still out and negotiations might well continue until the last minute.

Mauritius is one of the few countries in Africa which has greatly benefited from AGOA. At first sight, an extension might appear good for Mauritius. However, the AGOA targets 'lesser-developed' countries by providing preferential access to the US market -- assorted with certain eligibility criteria -- to

foster their economic and democratic development.

As Mauritius graduated to a high-income country by World Bank standards right before the COVID pandemic and will most likely regain its high-income status in the near future, it risks being left out of the AGOA.

Therefore, an evolution towards a continent-wide FTA with the USA might allow Mauritius to shine again in the spirit of promoting of trade and investment. In any case, any new agreement should abide by the fundamental principles of inclusiveness, mutual benefit and arrived at through all round consultations in order that 'no country is left behind.'

MAURITIUS AS PREFERRED TRADE AND INVESTMENT HUB FOR AFRICA

For several decades, Mauritius has been selling itself as the gateway to the African continent, by positioning itself as the preferred Trade and Investment



has dampened the relations between Mauritius and USA. Officially, the contention is between Mauritius and UK but 'Big Brother' has a strong influence on its transatlantic 'brother-in-arms.'

During the traditional end-of-year get-together with the diplomatic corps and in his message to the nation on 1st January 2023, the Mauritian PM Pravind Jugnauth noted 'encouraging signs' with talks restarting over the Chagos.

Another sign that the US will reinforce its presence in Mauritius is its plan to build a new Embassy complex on a land measuring 47,700 square metres in the Moka Smart City strategically located next to Bagatelle along the M1 motorway.

At the signing ceremony, the then US Ambassador David Reimer revealed that the US will invest more than USD



Hub for Africa. Mauritius is also a mature jurisdiction, with an excellent Business Climate as a result of its Good Governance, which adheres to democratic values and respects the rule of law.

Following my Concept Paper to build up Mauritius as a Green Finance Gateway in 2022, Mauritius has stepped up efforts to position itself as a Sustainable and Green International Financial Centre conforming to a solid ESG framework.

The USA is and remains one of the largest source of FDI around the world. In particular, Mauritius could be one of the jurisdictions where both private equity and institutional funds are leveraged and channeled into Africa and where deals are structured by taking advantage of the extensive DTAA and IPP networks that Mauritius has woven across Africa over the years.

When evaluated against the 'Three-Legged Stool Model', Mauritius probably comes up near the top with its relative Security, high level of Development and good Governance.

The Chagos issue is black cloud which

250 million in the project and stated the project is a 'strong message' that the USA is with Mauritius for the long term and that US and Mauritius enjoy strong economic and security partnerships.

In a previous opinion piece entitled "Disentangling the Chagossian Gordian Knot" published back in 2020, I went into some detail over certain questions which are likely to be raised as we embark on a pathway toward a negotiated settlement over Chagos.

In my view, how the Chagossian wind blows could be the litmus test and could turn out to be the defining moment that cements USA as a global leader in terms of saying what it means, meaning what it says.

A mutually satisfactory dénouement 'in line with international law' would surely turn the page on the regrettable chapter on African colonization, place the US-Africa relations on a firmer footing and usher in a 'New Era' in Africa-USA relations.

Kwang Poon
Geopolitical Strategist
05 Jan 2023

Brésil: vague de soutiens à Lula pour condamner les émeutiers bolsonaristes

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a obtenu un vaste soutien de la part du pouvoir politique et judiciaire de son pays, lundi, au lendemain des invasions et des saccages de trois lieux de pouvoir emblématiques de Brasilia par des bolsonaristes déchaînés.

"Nous ne laisserons pas la démocratie nous échapper", a promis le président de gauche lundi soir à Brasilia, avant de descendre la rampe du palais du Planalto, le siège du gouvernement lourdement endommagé, entouré de juges de la Cour suprême, de membres du Congrès et de gouverneurs d'Etats.

Des campements de radicaux qui rejettent toujours la victoire de M. Lula plus de deux mois après son élection ont été démantelés par les forces de l'ordre, qui ont aussi procédé à de nombreuses arrestations, signant une reprise en main après les scènes de chaos la veille.

Au même moment, l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro a confirmé être hospitalisé à Orlando, en Floride, pour un problème intestinal. Il s'était envolé pour les Etats-Unis deux jours avant l'investiture de Lula le 1er janvier, se refusant à remettre l'écharpe présidentielle à celui dont il n'a jamais digéré la victoire acquise sur le fil.

Le président américain Joe Biden a quant à lui exprimé le "soutien sans faille des Etats-Unis à la démocratie brésilienne et à l'expression de la libre volonté du peuple brésilien", invitant le président Lula à Washington début février, selon un communiqué commun publié après un entretien téléphonique tenu lundi.

Une invitation acceptée par le chef d'Etat brésilien, selon ce même document

M. Lula s'est réuni avec les présidents du Sénat, de la Chambre des députés et de la Cour suprême au palais du Planalto. Ils ont signé une déclaration commune "en défense de la démocratie" publiée sur le compte Twitter du chef d'Etat de gauche.

"Les Pouvoirs de la République, garants de la démocratie et de la Constitution de 1988 rejettent les actes terroristes, de vandalisme, criminels et putschistes qui se sont produits hier à Brasilia", dit la déclaration. "La société a besoin de (...) sérénité (...), de paix et de démocratie".

La condamnation a également trouvé un écho dans les rues de Sao Paulo, sur l'emblématique avenue Paulista,



où, tard dans la nuit, des milliers de personnes se sont rassemblées pour "défendre la démocratie" et demander "l'emprisonnement des putschistes".

"Je n'ai pas vécu ce que j'ai vécu pour voir ce que j'ai vu hier, que mon peuple, ma terre, soit divisé de cette façon. C'est inacceptable, triste, être ici c'est défendre la démocratie", déclare à l'AFP Edi Valladares, un enseignant de 61 ans. Dimanche, des centaines de sympathisants de Jair Bolsonaro ont lancé des assauts quasi simultanés contre le palais présidentiel du Planalto, le Congrès et la Cour suprême.

Il a fallu près de quatre heures à des forces de l'ordre mal préparées pour les évacuer. Ces événements ont semblé être la copie brésilienne de l'invasion du Capitole à Washington en janvier 2021 par des sympathisants de l'ex-président défait Donald Trump, allié et modèle de Bolsonaro.

"Les putschistes responsables de la destruction des propriétés publiques à Brasilia seront punis", a lancé Lula.

Dès dimanche soir, quelque 300 émeutiers ont été arrêtés. Et lundi soir, quelque 1.500 bolsonaristes qui occupaient un campement au cœur de Brasilia ont été arrêtés à leur tour, lorsque la police militaire et l'armée ont démantelé leur campement, selon le ministre de la Justice et de la Sécurité, Flavio Dino.

Installés depuis plus de deux mois, ils réclamaient une intervention militaire pour empêcher l'accession de Lula au pouvoir. Ce campement a fourni le gros des effectifs des assaillants dimanche.

D'autres campements installés à Rio de Janeiro et Sao Paulo (sud-est) ont été démantelés lundi, ont rapporté des journalistes de l'AFP-TV.

"Maintenant que l'ordre a été donné, on n'a plus le choix, c'est un ordre des forces armées et de la police", a déclaré à l'AFP Carlos Silva, à Sao Paulo.

"Le pire est passé"

"Le pays retrouve le chemin de la normalité institutionnelle à grande vitesse (...) Les putschistes ont échoué dans leur tentative de rupture de la légalité", a déclaré lundi le ministre de la Justice de Lula, Flavio Dino, pour qui "le pire est passé".

Dès dimanche soir, le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes a suspendu pour 90 jours de ses fonctions le gouverneur du district de Brasilia, Ibaneis Rocha, qui venait de présenter ses excuses dans une vidéo pour "les failles" de la sécurité ayant permis les saccages.

Les émeutiers ont provoqué des dégâts considérables dans les trois immenses palais qui sont des trésors de l'architecture moderne signés Oscar Niemeyer. Des oeuvres d'art du patrimoine national d'une valeur inestimable ont été endommagées.

"Je ne suis pas d'accord avec ce qui s'est passé", dit à l'AFP-TV Ionar Bispo, un habitant de Brasilia de 43 ans. "On peut manifester mais sans mettre à sac notre patrimoine".

La Confédération brésilienne de football (CBF) a récusé lundi sur Twitter l'utilisation du maillot de la sélection nationale porté par les bolsonaristes "dans des actes antidémocratiques et de vandalisme".

Victoire volée

Six heures après les assauts, Bolsonaro avait finalement condamné du bout des lèvres "les déprédations et invasions de bâtiments publics", tout en niant toute responsabilité alors que Lula l'avait accusé d'avoir encouragé les "fascistes". "Même en étant, lâchement, à 6.100 km de la capitale brésilienne", a écrit Miriam Leita, éditorialiste du quotidien O Globo, Bolsonaro "est le principal responsable de ce qui s'est passé hier à Brasilia, en raison de son travail (de sape) quotidien, constant pendant quatre ans".

L'ex-président n'a cessé de remettre en cause le processus électoral, appuyé par une désinformation massive sur les réseaux sociaux.

Nombre de ses supporters restent persuadés que la victoire lui a été volée - comme ceux de Trump aux Etats-Unis.

Israël ordonne le retrait des drapeaux palestiniens des lieux publics



Itamar Ben-Gvir, le nouveau ministre israélien de la Sécurité nationale, a ordonné à la police de retirer les drapeaux palestiniens des lieux publics parce qu'ils constituent une «identification avec le terrorisme».

La loi israélienne n'interdit pas les drapeaux palestiniens, mais la police et l'armée ont l'autorité de les retirer dans certaines circonstances.

«Il est inadmissible que des personnes en infraction avec la loi brandissent des drapeaux terroristes, incitent et encouragent le terrorisme», a-t-il déclaré dans un communiqué dimanche.

Ben Gvir a émis cet ordre après que le drapeau palestinien ait été hissé jeudi dans le nord d'Israël pour Karim Younis, un terroriste, prisonnier arabe de longue date, qui avait été

condamné pour l'enlèvement et le meurtre sauvage d'un soldat israélien en 1983, et qui venait d'être libéré de prison après avoir purgé une peine de 40 ans.

L'interdiction de Ben Gvir aura cependant des obstacles juridiques à franchir et pourrait avoir du mal à résister à un examen juridique. «Ce n'est pas illégal» de hisser le drapeau palestinien, a déclaré l'avocat israélien Avigdor Feldman à CNN lundi, suggérant qu'il y avait une voie pour faire annuler l'ordre :

«Quelqu'un doit aller au tribunal pour obtenir une déclaration selon laquelle il s'agit d'un

ordre illégal».

Avant les accords d'Oslo, le gouvernement israélien considérait le drapeau palestinien comme un symbole de terrorisme, mais les accords de paix intérimaires signés entre l'Organisation de libération de la Palestine et Israël en 1993 ont effectivement levé cette interdiction.

Selon Feldman, «l'argument du ministre selon lequel déployer le drapeau palestinien équivaut à soutenir le terrorisme n'est pas très solide d'un point de vue juridique», même s'il est indiscutable dans la réalité.

Monde

PANDÉMIE DE LA COVID-19 : EXIT WAVE

Comment la réouverture de la Chine va perturber l'économie mondiale...

• « *La réouverture de la Chine sera le plus grand événement économique de 2023* », estime-t-on



La décision de la Chine de s'ouvrir au monde est diversement accueillie et commentée par des politiciens mais aussi par des économistes à travers le monde. Si certains sont sceptiques et pensent que cette ouverture va perturber l'économie mondiale, d'autres à l'instar des investisseurs chinois et étrangers l'accueillent favorablement. Par ailleurs, The Economist du 7 janvier 2023 explique comment cette réouverture de la Chine va perturber l'économie mondiale:

Pendant la majeure partie de trois ans - 1 016 jours pour être exact - la Chine aura été fermée au monde. La plupart des étudiants étrangers ont quitté le pays au début de la pandémie. Les touristes ont cessé de visiter le pays. Les scientifiques chinois ont cessé d'assister à des conférences étrangères. Les cadres expatriés n'ont pas été autorisés à retourner dans leurs entreprises en Chine. Alors quand le pays a ouvert ses frontières le 8 janvier, abandonnant les dernières conséquences de sa politique de « zéro-covid », la reprise des contacts commerciaux, intellectuels et culturels aura des conséquences énormes.

L'horreur

Mais d'abord, il y aura l'horreur. En Chine, le virus fait rage. Des dizaines de millions de personnes attrapent le virus chaque jour. Les hôpitaux sont débordés. Bien que la politique zéro covid ait sauvé de nombreuses vies lors de son introduction (au détriment des libertés individuelles), le gouvernement n'a pas réussi à se préparer correctement à son assouplissement en stockant des médicaments, en vaccinant davantage de personnes âgées et en adoptant des protocoles robustes pour décider comment et où traiter des patients. La modélisation est d'avis que, si le virus se propage sans contrôle, quelque 1,5 million de Chinois mourront dans les mois à venir.

Il n'y a pas grand-chose que les étrangers peuvent faire pour aider. Par peur de paraître faible, le gouvernement chinois rejette même les offres de vaccins gratuits et efficaces en provenance d'Europe. Mais le reste du monde peut se

préparer aux effets économiques du grand revirement du Parti communiste.

Or, tout cela ne sera pas faciles. L'économie chinoise pourrait se contracter au premier trimestre, surtout si les autorités locales font marche arrière et scellent les villes pour limiter les cas. Mais l'activité économique finira par rebondir fortement, de même que la demande chinoise pour les biens, services et des matières premières. L'impact se fera sentir sur les plages de Thaïlande, dans des entreprises comme Apple et Tesla, et dans les banques centrales du monde. La réouverture de la Chine sera le plus grand événement économique de 2023.

Au fur et à mesure que l'année avance et que le pire de la vague de covid passe, de nombreux malades retourneront au travail. Les acheteurs et les voyageurs dépenseront plus librement. Certains économistes estiment que le PIB des trois premiers mois de 2024 pourrait être supérieur d'un dixième à par rapport au premier trimestre troublé de 2023. Un tel rebond aussi grand dans une économie aussi énorme signifie que la Chine pourrait à elle seule alimenter une grande partie de la croissance mondiale au cours de la période concernée.

Discours de Xi Jinping

Le parti mise dessus. Il espère être jugé non pas sur la tragédie à l'effet que son incompétence s'aggrave, mais aussi sur la reprise économique à suivre. Dans le discours de fin d'année de Xi Jinping, le chef du parti a remercié les travailleurs qui ont fait preuve du courage en restant à leurs postes afin de faire face aux grands défis, et a promis que "la lumière de l'espoir est juste devant nous". Il semblait impatient de regarder au-delà de la pandémie, soulignant les chances d'une reprise économique rapide en 2023 et offrant des raisons d'être fier eu égard à une Chine montante sous le régime du parti.

La fin de l'isolement auto-imposé de la Chine sera une bonne nouvelle pour les endroits qui dépendaient sur les dépenses chinoises. Les hôtels de Phuket et les centres commerciaux de Hong Kong ont souffert car les Chinois étaient enfermés chez eux. Aujourd'hui, les voyageurs affluent vers les sites Web en termes de voyage. Les réservations sur Trip.com ont augmenté de 250 % le 27 décembre par rapport aux derniers jours.

Les économistes prévoient une augmentation du PIB de Hong Kong pouvant atteindre 8 % au fil du temps. Les exportateurs des matières premières consommées par la Chine en bénéficieront également. Le pays achète un cinquième du pétrole mondial, plus de la moitié de son cuivre, nickel et zinc - raffinés et plus des trois cinquièmes de son minerai de fer.

Reprise de la Chine

Ailleurs, cependant, la reprise de la Chine aura des effets secondaires douloureux. Dans une grande partie du monde, cela pourrait se traduire non pas par une croissance plus élevée, mais par une inflation ou des taux d'intérêt plus élevés. Les banques centrales augmentent déjà leurs taux à un rythme effréné pour lutter contre l'inflation.

Si la réouverture de la Chine augmente la pression sur les prix à un degré inquiétant, ils devront maintenir une politique monétaire plus stricte plus longtemps.

Les pays qui importent des matières premières, y compris une

grande partie de l'Occident, sont les plus exposés à de telles perturbations. Prenez le marché du pétrole. La hausse de la demande chinoise devrait être supérieure que de compenser la baisse de la consommation en Europe et en Amérique, alors que leurs économies ralentissent.

Prix du pétrole brut Brent à 100 dollars le baril

Selon Goldman Sachs, une banque, une reprise rapide en Chine pourrait contribuer à faire grimper le prix du pétrole brut Brent à 100 dollars le baril, soit une augmentation d'un quart par rapport aux prix actuels. La hausse des coûts pour l'énergie constituera un autre obstacle pour maîtriser l'inflation.

Pour l'Europe, la réouverture de la Chine est une autre raison de ne pas se contenter de l'approvisionnement en gaz plus tard dans l'année. Le zéro-covid, en supprimant la demande de gaz de la Chine, a rendu moins coûteux qu'il ne l'aurait été autrement pour l'Europe de remplir ses réservoirs en stockage en 2022.

Une forte reprise en Chine signifiera plus de concurrence pour les importations de gaz naturel liquéfié. En décembre, l'Agence internationale de l'énergie, soit un prévisionniste, a mis en garde contre un scénario dans lequel l'hiver commence ponctuellement en 2023 et la Russie coupe entièrement le gaz canalisé vers l'Europe. Cela pourrait entraîner des pénuries pouvant atteindre 7% de la consommation annuelle du continent, l'obligeant à introduire le rationnement.

Pour la Chine elle-même, la normalité postpandémique ne sera pas un retour au 'statu quo ante'. Après avoir vu le gouvernement appliquer le zéro-covid de manière draconienne, puis l'abandonner sans préparation, de nombreuses sociétés d'investissement considèrent désormais la Chine comme un pari plus risqué.

Grande ouverture de la Chine

Les entreprises étrangères sont moins convaincues que leurs opérations ne seront pas perturbées. Beaucoup sont prêts à payer des coûts plus élevés pour fabriquer ailleurs. L'investissement dans de nouvelles usines semble ralentir, tandis que le nombre d'entreprises se sont déplacées en dehors de la Chine.

Alors que les autorités chinoises luttent pour réparer les dégâts, elles devraient se souvenir d'un peu d'histoire. La précédente grande réouverture de la Chine, après l'isolement abrutissant des années Mao, a entraîné et conduit à une explosion de prospérité alors que les biens, les personnes, les investissements et les idées traversaient ses frontières dans les deux sens.

La Chine et le monde ont bénéficié de tels flux, ce que les politiciens de Pékin et de Washington reconnaissent rarement. Avec de la chance, la réouverture actuelle de la Chine finira par réussir.

Mais une partie de paranoïaque et xénophobe estiment que le parti prendra du temps à s'affirmer et ce en raison de la pandémie. Or, reste à savoir à quel point la nouvelle Chine sera ouverte au monde.

Roberto Martínez prend la tête de la sélection du Portugal

En voilà un qui n'est pas resté longtemps au chômage.

Après la Belgique, Roberto Martínez va retrouver la péninsule Ibérique : l'Espagnol devient officiellement le nouveau sélectionneur de l'équipe du Portugal. Éliminé prématurément avec la Belgique en phase de poules de la Coupe du monde 2022, l'ancien milieu de terrain a été choisi pour prendre la tête de la Seleção. Celui qui a amené la Belgique à son meilleur résultat en Coupe du monde (troisième en 2018) sera chargé de lancer un nouveau cycle avec la sélection portugaise, éliminée en quarts de finale contre le Maroc.

Martínez prend la suite de Fernando Santos, sur le banc portugais depuis 2014 et vainqueur de l'Euro 2016. Il devient le premier sélectionneur non lusophone de l'histoire du pays. L'ancien manager d'Everton devra notamment gérer le cas délicat de Cristiano Ronaldo. Pour sa première conférence de presse, il a d'ailleurs déclaré vouloir s'appuyer sur « le groupe de 26 joueurs qui a disputé le Mondial, et Cristiano Ronaldo est l'un d'entre eux ». Il dit aussi vouloir prendre ses décisions « sur le terrain, pas dans les bureaux ».

Tout cela avec un seul objectif : amener sa nouvelle sélection le plus haut possible à l'Euro 2024 en Allemagne.

PSG : QSI futur actionnaire de Tottenham ?



D'un club qui galère à remporter la Ligue des champions à un autre qui n'a pas soulevé de trophée depuis 2008.

Un article de Sky Sports fait part de la volonté du groupe propriétaire du Paris Saint-Germain, Qatar Sports Investments

(QSI), d'investir en Premier League du côté de Tottenham. Nasser al-Khelaifi, le président de QSI et du PSG, aurait rencontré son homologue de Tottenham Daniel Levy, président du club depuis 2001. Cette réunion aurait eu lieu dans un hôtel londonien la semaine passée. Interrogé par Sky Sports, le club anglais a démenti cette rencontre entre les deux hommes.

Selon CBS Sports, qui a annoncé les mêmes informations dimanche soir, le groupe QSI - qui est aussi actionnaire minoritaire de Braga au Portugal à hauteur de 23% - discute avec d'autres clubs outre-Manche et souhaiterait vraisemblablement s'implanter sur le marché anglais, afin notamment de concurrencer d'autres entités comme le City Football Group.

Sergio Agüero va rejouer avec Barcelone

Des nouvelles du meilleur ami d'Eduardo Camavinga.

Alors qu'il avait été contraint à mettre fin à sa carrière il y a plus d'un an, à cause de problèmes cardiaques, Sergio Agüero va pouvoir rejouer au Barcelona... Sporting Club. Le joueur âgé de 34 ans rejoint ce grand club équatorien, basé à Guayaquil, pour prendre part à un match amical qui se tiendra le 28 janvier contre Orense, une autre équipe du pays d'Antonio Valencia. Le douzième homme de la sélection argentine au Mondial porte désormais un pacemaker.

Cette partie a lieu dans le cadre de la « Noche Amarilla », une journée traditionnelle du club



qui se passe chaque année. Cet événement, créé en 1994, est une présentation de l'équipe sous forme de match amical, avec l'invitation d'une grande star extérieure au club. Dans le passé, on a pu y voir Ronaldinho, Kaká, Diego Forlán, Andrea Pirlo, Alessandro Del Piero ou encore Carlos Tévez.

Le PSG confirme sa tournée au Moyen-Orient



La guerre des étoiles aura bien lieu.

Le Paris Saint-Germain a confirmé ce lundi qu'un match amical se jouerait à Riyad, à l'occasion de la traditionnelle tournée

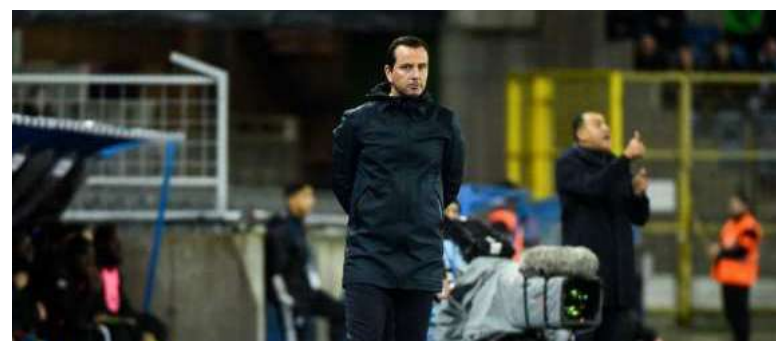
hivernale du club au Qatar. L'adversaire n'a toutefois pas encore été évoqué, même s'il fait peu de doute qu'il s'agira du club d'Al-Nassr.

Le Paris Saint-Germain effectuera sa traditionnelle tournée d'hiver au Qatar et jouera un match amical à Riyadh !

La rumeur enfle depuis quelques jours sur un possible match entre Paname et le nouveau club de Cristiano Ronaldo. Une date a même été avancée par plusieurs médias : le choc des titans entre CR7 et Leo Messi devrait se tenir le 19 janvier prochain. Il pourrait même s'agir du premier match du Portugais sous ses nouvelles couleurs. Une rencontre qui s'annonce aussi bien géopolitique que sportive.

Au bon souvenir des Clásicos du milieu de la décennie.

Strasbourg : Julien Stéphan mis à pied



Le fusible a sauté.

Le technicien breton Julien Stéphan n'a pas résisté aux mauvaises performances de son RC Strasbourg : il a été mis à pied ce lundi. Mathieu Le Scornet, adjoint historique de Stéphan, assurera l'intérim jusqu'à nouvel ordre. Actuellement dix-

neuvièmes de Ligue 1 et auteurs d'une seule victoire cette saison, les Alsaciens ont en plus été sortis de la Coupe de France, vendredi face à Angers aux tirs au but.

Alors que le paternel vient de prolonger pour trois ans supplémentaires sur le banc de l'équipe de France...

Football

Nice pense à Régis Le Bris pour la saison prochaine

Le Gym prépare le terrain.

Après un début d'année catastrophique et une élimination face au Puy en Coupe de France ce week-end, Lucien Favre est très fragilisé, et le second mariage entre le technicien suisse et le club azuréen ne devrait pas s'éterniser.

D'après nos informations, les dirigeants niçois travaillent déjà pour lui trouver un successeur pour la saison prochaine et étudient la piste menant à Régis Le Bris, actuellement à Lorient et

avec lequel des premiers contacts ont été établis, sans que rien ne soit encore concret, sachant que l'entraîneur breton ne compte pas quitter le navire morbihannais en cours d'exercice. Le profil du coach de 47 ans plaît en interne chez les Aiglons, notamment à Florent Ghisolfi et Fabrice Bocquet, directeur général de l'OGCN depuis septembre. Le Bris est sous contrat avec les Merlus jusqu'en juin 2025.

Le Bris de Nice, ça sonne bien.



Coupe de France : un choc OM-Rennes en 16es de finale

Demandez le programme.

Le tirage des 16es de finale de Coupe de France a été effectué avant la rencontre entre Lille et Troyes. Au menu, un choc entre Marseille et Rennes au Vélodrome, alors que Toulouse-Ajaccio et Brest-Lens sont les deux autres affiches opposant des clubs de l'élite. Le petit poucet Strasbourg Koenigshoffen, pensionnaire de Régional 1, a eu le bonheur de tirer Angers. De son côté, Lyon pourra se rendre en car ou en train à Chambéry, et Lorient prendra l'avion pour se rendre à Bastia. Le Paris Saint-Germain devra lui encore patienter avant de connaître son adversaire, qui



sera soit Reims Sainte-Anne, soit Wasquehal ou soit le Pays de Cassel, la rencontre entre les deux premières cités devant être rejouée après les incidents de novembre dernier.

Il ne va pas falloir tarder, puisque les matchs sont programmés le week-end du 21-22 janvier.

Mohamed Bayo et la chanson « Ricard » créée pour lui

« Un Ricard pour Momo Bayo, hi ha hi ha ho ! »

Après un transfert à quatorze millions de Clermont à Lille qui a fait de lui le joueur le plus cher du mercato des Dogues, Mohamed Bayo a plus fait parler de lui pour son activité en dehors des terrains, notamment en boîte de nuit, que pour ses performances sur la pelouse de Pierre-Mauroy. Relancé par l'entraîneur Paulo Fonseca depuis la reprise, l'attaquant guinéen s'est illustré avec un but face à ses anciens coéquipiers clermontois fin décembre, puis un autre ce dimanche en Coupe de France face à l'ESTAC.

Au sortir du succès face aux



Aubois, Bayo s'est illustré par son autodérision. Interrogé sur le chant en son honneur créé par les supporters lillois, avec des paroles n'encensant pourtant pas ses performances footballistiques, Bayo a déclaré avec le sourire : « Ça fait vraiment plaisir d'avoir un chant... Un peu spécial. »

On souhaite à Mohamed Bayo la même carrière que Sidney Govou. Mais pas seulement au comptoir.

TURF

Ricky Maingard accueille Waterberry Lane



Demandez le programme.

Le tirage des 16es de finale de Coupe de France a été effectué avant la rencontre entre Lille et Troyes. Au menu, un choc entre Marseille et Rennes au Vélodrome, alors que Toulouse-Ajaccio et Brest-Lens sont les deux autres affiches opposant des clubs de l'élite. Le petit poucet Strasbourg Koenigshoffen, pensionnaire de Régional 1, a eu le bonheur de tirer Angers. De son côté, Lyon pourra se rendre en car ou en train à

Chambéry, et Lorient prendra l'avion pour se rendre à Bastia. Le Paris Saint-Germain devra lui encore patienter avant de connaître son adversaire, qui sera soit Reims Sainte-Anne, soit Wasquehal ou soit le Pays de Cassel, la rencontre entre les deux premières cités devant être rejouée après les incidents de novembre dernier.

Il ne va pas falloir tarder, puisque les matchs sont programmés le week-end du 21-22 janvier.

Fin de carrière pour Patrol Officer

Élu Cheval de l'Année 2020, ce produit de Traffic Guard et Rainbow Lady, a savouré beaucoup de succès sur notre hippodrome sous la fêrle de l'entraîneur Gilbert Rousset. Remportant huit victoires consécutives en 2019-2020, le 'champion horse' s'était aussi placé 12 fois en 23 sorties.

Après la fermeture de l'établissement Gilbert Rousset la saison dernière, il avait été transféré chez Samraj Mahadia où il a récolté 3 accessits en 5 tentatives.

D'ailleurs, on se souviendra toujours de sa dernière réussite au Champ de mars, le 28 novembre 2020, sous la selle du défunt Nooresh Juglall qui pendant cette même année avait été sacré jockey champion.



Didier Deschamps s'exprime sur l'affaire «Zidane-Le Graët»

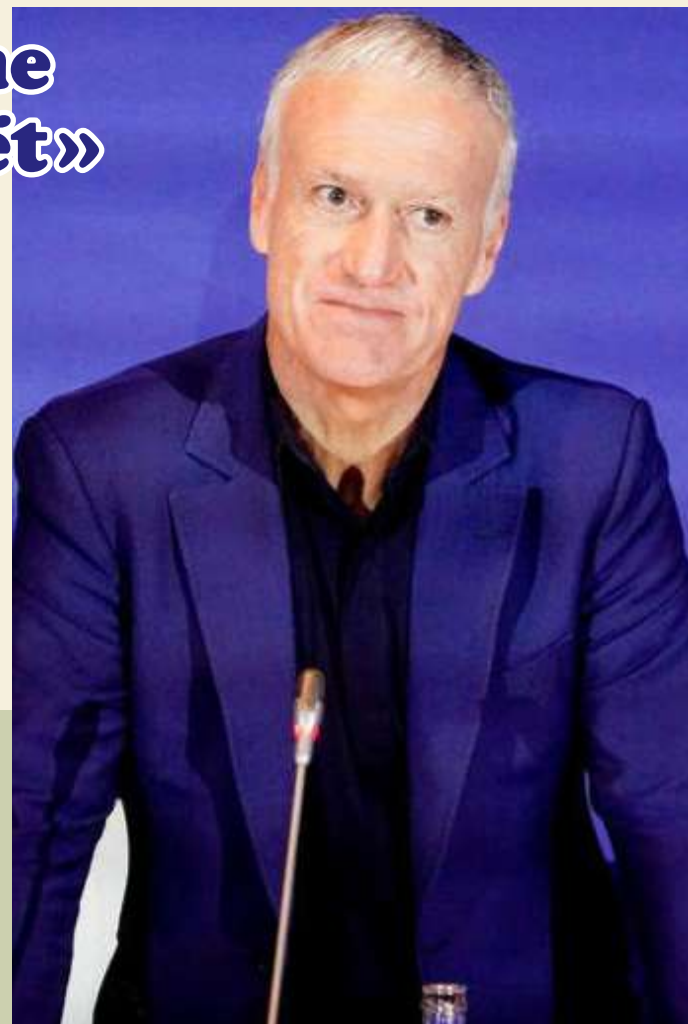
Deschamps sort du bois.

Pendant que tout le monde s'étripe sous la grisaille parisienne, Didier Deschamps poursuit son chemin, sous le soleil niçois. Le sélectionneur est effectivement apparu aux côtés de Christian Estrosi, en marge de l'opération Pièces jaunes à Nice, un évènement caritatif en faveur des enfants et adolescents hospitalisés.

Prenant la pose avec le sourire, Didier s'est exprimé à l'occasion d'un point presse sur l'affaire qui secoue la FFF, et a provoqué la mise à l'écart de Noël Le Graët et Florence Hardouin. «*Avant que l'on me pose des questions, je préfère dire*

quelques mots sur les déclarations de mon président. Ses propos, comme il l'a reconnu et admis, ont été inappropriés. Je trouve que c'est une très bonne chose qu'il ait présenté ses excuses à Zizou. La situation sportive fait que cela a amené à une rivalité sportive entre nous deux. Voire pour certains, une opposition. J'aurai toujours beaucoup de respect pour lui par rapport à ce que l'on a vécu et partagé ensemble. Déjà dans notre première vie comme joueur et par rapport à ce qu'il est, ce qu'il représente dans le football et le sport français. »

Une prise de position aussi spectaculaire que le jeu de l'équipe de France.



Didier Deschamps confirmé à la tête des Bleus

Les têtes tombent, mais la chatte à DD reste.

Récemment prolongé jusqu'en 2026, le nouveau contrat de Didier Deschamps risquait de tomber à l'eau, dans le sillage de la chute des frères ennemis de la 3F, Noël Le Graët et Florence Hardouin. Mais

le contrat du sélectionneur a bien été maintenu «*à l'unanimité*» par le comité exécutif, en dépit de sa durée de quatre ans, qui suscitait quelques tensions.

Didier aura donc réussi un nouvel exploit : enterrer les dinosaures de la FFF.

Jean-Michel Aulas : «Noël Le Graët est très malheureux»



Jean-Michel Aulas n'a pas fait le show.

Sorti de la réunion extraordinaire du Comex de la FFF qui a débouché sur la mise en retrait de Noël Le Graët, le président de la Fédération française de football, ainsi que la mise à pied à titre conservatoire de la directrice générale Florence Hardouin, Jean-Michel Aulas n'a pas souhaité faire de commentaire aux journalistes présents : «*Il va y avoir un communiqué, je ne fais pas de commentaire pour le moment. (...) Il était très malheureux, voilà.* »

Jean-Michel Aulas est sorti du siège de la FFF, où se tenait le comité exécutif exceptionnel : «*Noël Le Graët est très malheureux.* »

L'amer Noël.

Oudéa-Castera salue la décision de mettre Le Graët en retrait



La ministre des Sports a finalement obtenu gain de cause.

Très impliquée sur le dossier depuis les accusations de harcèlement contre Noël Le Graët, Amélie Oudéa-Castera met depuis plusieurs jours une forte pression pour obtenir l'éviction du président de la FFF. Sa mise en retrait prononcée par le comex de la fédération ce mercredi est donc une petite victoire, même si elle est encore provisoire. Dans une déclaration à l'AFP, la ministre des Sports «*salue la décision prise par le comex de la FFF de se réunir sans délai et d'agir* », avant

de définir la mise en retrait du dirigeant comme une «*étape nécessaire au regard des éléments déjà connus de son attitude* ».

Une déclaration qui rappelle également que cette décision n'est que le début d'un long processus pour assainir le sommet du football français. D'ici la fin du mois, un audit très attendu devrait permettre de donner un éclairage sur les faits reprochés à l'homme de 81 ans. À l'origine de cette enquête, la ministre aura encore beaucoup de travail sur ce dossier dans les prochaines semaines.

Football

LA PREMIER LEAGUE REPREND AVEC UN DOUBLE DERBY

Manchester United - Manchester City et Tottenham - Arsenal

Les derbies du nord de Londres sont toujours des rencontres passionnantes, mais le choc de dimanche entre Arsenal et Tottenham Hotspur aura une motivation supplémentaire avec la première place de la Premier League en jeu. Vingt-quatre heures plus tard, Manchester United reçoit Manchester City, champion en titre.

Samedi, à 16h 30, Manchester United reçoit Manchester City dans le cadre de la 20ème journée de Premier League. Un des deux derbys de ce week-end. Une rencontre très attendue par les fans des deux formations. Manchester United a perdu ses 3 derniers matchs disputés face au voisin citizen. Manchester City est encore dans la course pour le titre en Premier League en compagnie d'Arsenal. Marcus Rashford est l'homme en forme du côté des Red Devils tandis que Erling Haaland enfile les buts pour les Citizens.

Double champion d'Angleterre en titre, Manchester City va devoir s'employer cette saison pour décrocher un 3ème sacre de rang. En effet, les Citizens sont actuellement 2èmes de Premier League mais concèdent 5 unités de débours sur le leader Arsenal. Pour la reprise du championnat après la Coupe du Monde, ils se sont imposés sur la pelouse de Leeds (1-3) avant de laisser échapper de précieux points à domicile contre le mal classé Everton (1-1). Man City a repris sa marche en avant par la suite avec un succès acquis dans l'antre de Chelsea (0-



1). Le week-end dernier, les Skyblues ont marqué les esprits en infligeant, malgré un turn-over, une véritable correction à Chelsea dans le cadre des 32èmes de finale de FA Cup (4-0). Ils ont en revanche déçu cette semaine avec une défaite subie à Southampton en quart de finale de League Cup (2-0).

Désireux de jouer à nouveau les premiers rôles cette saison sous les ordres de son nouvel entraîneur Erik Ten Hag, Manchester United a réalisé un mauvais début de championnat. En revanche, des ajustements (départ de Cristiano Ronaldo) conjugués à une montée en puissance de certains éléments (Casemiro, Rashford) ont permis à la formation mancunienne de trouver la bonne formule et de figurer aujourd'hui au 4ème rang de la Premier League. Le titre semble hors de portée mais la qualification pour la prochaine Ligue des Champions est en bonne voie (1 match de moins et 2 points d'avance sur le 5ème). Les Red Devils affichent une

superbe forme depuis le retour sur les terrains après le Mondial. En effet, ils ont remporté leurs 3 matchs de championnat disputés contre Nottingham Forest (3-0), Wolverhampton (0-1) et Bournemouth (3-0). Par la suite, Man U a gagné contre Everton en FA Cup (3-1) et Charlton en quart de finale de League Cup cette semaine (3-0).

Ce dimanche, Tottenham reçoit Arsenal dans le cadre de la 20ème journée de Premier League. Ce derby londonien est très attendu par les fans des deux formations rivales. Lors des 10 dernières confrontations, Tottenham s'est imposé à 4 reprises, pour 2 matchs nuls et 4 défaites. Lors de la phase aller, Tottenham a perdu sur la pelouse d'Arsenal (3-1).

Sous les ordres du technicien italien Antonio Conte, Tottenham ne brillent pas à travers sa qualité de jeu mais reste dans les clous pour valider ses objectifs. La formation londonienne est actuellement 5ème de Premier League et compte, avec 1 match de plus, 2 unités de retard sur le 4ème, dernier qualifié pour la prochaine Ligue des Champions. Longtemps invaincus en championnat, les Spurs sont en revanche rentrés dans le rang par la suite avec 4 revers subis lors des 8 dernières journées, pour 3 victoires et 1 match

nul. La reprise du championnat après le Mondial au Qatar a été difficile. En effet, les coéquipiers de Harry Kane ont été tenus en échec à Brentford (2-2) avant de perdre à la maison contre Aston Villa (0-2). Ils ont bien réagi en s'imposant avec autorité à Crystal Palace (0-4). Le week-end dernier, Tottenham s'est défait de Portsmouth en FA Cup (1-0).

Après plusieurs exercices délicats, Arsenal fait un retour au premier plan tonitrueux cette saison. Les hommes de Mikel Arteta caracolent en tête de la Premier League avec 5 unités d'avance sur leur plus proche poursuivant. Sûrs de leurs forces, ils n'ont perdu qu'une seule fois depuis le début du championnat, pour 14 victoires et 2 matchs nuls. Lors de la dernière journée, Arsenal a subi un coup d'arrêt en concédant, à domicile, le partage des points contre Newcastle (0-0). Ce résultat a mis fin à une belle série de 5 victoires de rang. Le week-end dernier, les Gunners n'ont eu aucun mal à s'imposer sur le terrain d'Oxford United (0-3) afin de se qualifier pour les 16èmes de finale de FA Cup.

Dimanche, Newcastle reçoit Fulham pour le compte de la 20ème journée de Premier League. Les deux équipes veulent consolider leur bonne position au classement. Newcastle impressionne tous les observateurs cette saison et occupe le 3ème rang de la Premier League avec 2 points d'avance sur la 5ème place, non qualificative pour la prochaine Ligue des Champions. Très difficiles à jouer, les Magpies n'ont perdu qu'une seule fois depuis le début du championnat (à Liverpool fin août).

Samedi, Brighton reçoit Liverpool pour le compte de la 20ème journée de Premier League. Les deux équipes veulent se rapprocher des places européennes. Habitué à lutter pour le titre lors des précédents exercices, Liverpool déçoit cette saison. Les Reds affichent trop d'irrégularité jusqu'à maintenant et sont complètement décrochés de la tête du classement.

CLASSEMENT

T.P	Equipe	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	Diff
1	Arsenal	44	17	14	2	1	40	14	+26
2	Manchest. City	39	17	12	3	2	45	16	+29
3	Newcastle	35	18	9	8	1	32	11	+21
4	Manchest. Utd	35	17	11	2	4	27	20	+7
5	Tottenham	33	18	10	3	5	37	25	+12
6	Fulham	31	19	9	4	6	32	28	+4
7	Liverpool	28	17	8	4	5	34	22	+12
8	Brighton	27	17	8	3	6	32	25	+7
9	Brentford	26	18	6	8	4	30	28	+2
10	Chelsea	25	18	7	4	7	21	21	0
11	Aston Villa	22	18	6	4	8	20	26	-6
12	Crystal Palace	22	17	6	4	7	17	25	-8
13	Leicester City	17	18	5	2	11	26	31	-5
14	Leeds United	17	17	4	5	8	25	31	-6
15	NottForest	17	18	4	5	9	13	34	-21
16	Bournemouth	16	18	4	4	10	18	39	-21
17	West Ham	15	18	4	3	11	15	24	-9
18	Everton	15	18	3	6	9	14	24	-10
19	Wolves	14	18	3	5	10	11	27	-16
20	Southampton	12	18	3	3	12	15	33	-18



20e journée	Wolves - West Ham
Vendredi 13 janvier	Everton - Southampton
Aston Villa - Leeds	Brentford - B'memouth
Samedi 14/01/2023	Dimanche 15/01/2023
Man. Utd - Man. City	Chelsea - C. Palace
Brighton - Liverpool	Newcastle - Fulham
N. Forest - Leicester	Tottenham - Arsenal

Highlights of Cabinet Meeting

■ Cabinet has agreed to the promulgation of the Information and Communication Technologies (Registration of SIM) (Amendment) Regulations 2023 so as to postpone the effective date of the Regulations to 30 June 2023 instead of 16 January 2023, and the deadline for registration of existing SIM cards from 31 July 2023 to 31 December 2023 in order to enable the operators to connect their system with all the stakeholders concerned at the same time. The Information and Communication Technologies (Registration of SIM) Regulations 2021 were promulgated in December 2021 to control the sale and use of Subscriber Identity Module (SIM) cards in line with the recommendations of the Report of the Commission of Inquiry on Drug Trafficking published in 2018.

■ Cabinet has agreed to the Environment Protection (Control of Single Use Plastic Products) Regulations 2020 being amended to extend by two years, that is, from 15 January 2023 up to 14 January 2025, the moratorium for the banning of the following non-biodegradable single use products:

- (a) plastic bowls and plastic cups used solely for the packaging of food products such as dairy products; and
- (b) plastic trays used solely for the Modified Atmosphere Packaging of food such as fresh meat and pre-cooked/cooked food products.

Challenges are still being encountered by the local manufacturing industries, particularly regarding the packaging of certain foodstuffs. Pending a complete ban on the non- biodegradable single-use plastic bowls, cups and trays for these products, local manufacturing industries would be urged to send their plastic wastes to recyclers and to participate in clean-up campaigns.

■ Cabinet has agreed to the Ministry of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping authorising the extension period for the importation of “Capitaine” fish (*Lethrinus sp.*) until the end of February 2023.

■ Cabinet has taken note of the status regarding the implementation of the Premium Visa regime as at 31 December 2022. Some 4,313 applications were received from mid- November 2020 to 31 December 2022, out of which:

- (a) 3,282 applications have been approved;
- (b) 600 applications have not been entertained for not fulfilling the required criteria;
- (c) 375 applications were incomplete and awaiting missing documents; and
- (d) 56 applications were set aside as applicants were no longer interested in the Premium Visa scheme.

■ Cabinet has taken note of the programme of activities being organised in the context of the National Spring Festival 2023 by the United Chinese Associations, the Chinese Embassy and the China Cultural Centre in collaboration with the Ministry of Arts and Cultural Heritage, namely:

- (a) the Annual Spring Festival Banquet on 18 January 2023 at the Hua Lien Club, Trianon. A cultural show would be held during the Banquet with the participation of local artists;
- (b) a Float Parade on 03 February 2023, highlighting Chinese traditions such as the plugging of “Foong Pao” and fireworks as well as portraying the Chinese culture; and
- (c) a recorded Folklore Cultural Programme to be broadcast on MBC on 22 January 2023.

■ Cabinet has taken note that the price of sugar for Crop 2022, inclusive of the value of molasses by-product has been fixed as follows:

Growing Side - Rs21,917/T of sugar @ 98.5% Pol
Milling Side - Rs21,000/T of sugar @ 98.5% Pol

The new prices have already been communicated to the Sugar Insurance Fund Board, for the determination of the general insurance premium for that crop year and the compensation to be paid in case of declaration of Event Year.

■ Cabinet has taken note of the National Action Plan on the Prevention and Control of Sexually Transmitted Infections (STIs) in the Republic of Mauritius for Years 2023 to 2027 developed by the Ministry of Health and Wellness, in collaboration with the World Health Organization and various stakeholders.

The National Action Plan provides a roadmap for collaborative and complementary actions to reduce the impact of STIs in the Republic of Mauritius. The plan sets forth a clear national vision with goals, objectives, strategies, actions and indicators to drive the national response under four priority areas across the STI continuum of care, namely prevention, testing, treatment as well as ongoing care and support to populations who are particularly vulnerable to STIs, including the youths, pregnant women, mobile population (seafarers, migrant workers, foreign workers and foreign students) and other key populations.

■ Cabinet has agreed to Mauritius hosting the Organisation of African, Caribbean and Pacific States

(OACPS) Workshop on Tax Governance, Anti-Money Laundering and Terrorist Financing (AML/CFT) from 26 to 30 January 2023.

The objectives of the Workshop are:

- (a) sharing experiences and best practices from Member States to train a critical mass of experts who can provide support for capacity building on Tax Good Governance and AML/CFT in interested OACPS countries;
- (b) engagement in a high-level dialogue between the OACPS Ministers and the EU Commissioner for Financial Stability, Financial Services and Capital Markets Union; and
- (c) envisaging possible partnership agreements between countries on Tax Good Governance and AML/CFT.

The Workshop would be attended by some 34 OACPS Member countries.

■ Cabinet has taken note of developments with regard to the technical assistance being provided by the European Union under the Migration EU Expertise (MIEUX+) initiative to enhance the capacity of the Mauritian authorities to combat Trafficking in Persons.

The MIEUX+ team would organise a workshop from 23 to 26 January 2023, aiming at developing Standard Operating Procedures on investigation and prosecution of trafficking cases and for the management of shelters for male adult victims. The objective of the workshop is to enable the participants to develop, with the support of the MIEUX+ experts, the structure for various Standard Operating Procedures.

**100 %
HERBAL**

**10 YEARS
PROVEN EFFICACY
WITH 100%
SATISFACTION**

**DIABET
CONTROL LI....AVAN
KI LI CONTROL OU !**

YESAKA

AYURVEDIC

HERITAGE OF AYURVEDA

YESAKA



• Takes care of your Pancreas
• Adaptogenic action on pancreatic secretion
• Helps to control Diabetes

A Herbal Diabetic Supplement

Net Qty : 500 ml

- Regularise le taux de sucre
- Tonifie le fonctionnement des reins, les nerfs et les yeux
- Aide a cicatriser les plaies et coupures
- Stimule la secretion pancreatique
- Facilite la digestion
- Aide a garder la forme
- Elimine la fatigue
- Purifie le sang

**DISPONIBLE
DANS
TOUTES LES
PHARMACIES.**

Pour plus de renseignements, demandez conseil à votre pharmacien.

Distribué par

HYPERPHARM
REDEFINING HEALTHCARE SOLUTION

Contact : info@hyperpharm.mu
Tel : 433 9545 / 433 7540

Loisirs

Horoscope de la semaine

Béliers (21 mars – 20 avril)

Durant cette semaine, la communication pourrait être vive avec votre entourage car vous manquez de diplomatie. Et si vous cherchiez l'accord plutôt que le désaccord ? En effet, vouloir avoir raison à tout prix vous expose à la résistance de l'autre qui souhaite aussi affirmer ses opinions, dans ce contexte délicat comment pouvez-vous faire pour apporter un apaisement ?



Taureaux (21 avril – 20 mai)

Une superbe nouvelle pourrait ensoleiller votre semaine ! Effectivement, vous promet de fructueux contacts ou de belles opportunités à exploiter sans tarder. Oubliez votre angoisse du temps qui passe, ces jours-ci, votre vitalité et votre volonté s'associent pour créer les changements auxquels vous aspirez dans le secret de votre cœur. Votre ciel sentimental se charge d'influences bénéfiques.



Gémeaux (21 mai – 21 juin)

Durant cette semaine, vous pouvez croire en vos ambitions, compter sur votre puissance de travail, sur votre équilibre et votre sens pratique pour transformer tous les essais en coups de maître ! Vous donnez de l'ampleur à votre vie amoureuse et vous verbalisez vos sentiments. Grandeur d'âme, noblesse et générosité sont au rendez-vous pour votre plus grand bonheur et celui de votre moitié.



Cancer (22 juin – 22 juillet)

Autant dire que votre programme s'annonce chargé, c'est une ambiance propice à la créativité : des changements de cap et de taille sont à votre portée. Vous bénéficiez d'une énergie apte à vous assurer des instants inoubliables. Vous êtes porté par une grande force intérieure ! Vous êtes très attentif en ce moment, rien ne vous échappe.



Lion (23 juin – 22 août)

Selon la situation sentimentale et financière de chacun lors de l'entrée de Vénus dans le signe opposé, vous allez vivre d'intenses passions sensuelles ou voir vos acquis exploser si ce n'étaient pas les bons. En tout cas, ces domaines ne seront pas anodins mais vous pourrez tirer votre épingle du jeu. Passion, amour et volupté ! Votre vie amoureuse s'annonce plaisante pour cette semaine.



Vierge (23 août – 22 septembre)

Votre atout majeur se trouve dans votre créativité. Le culot est payant et vous vous exprimez plus facilement, avec aisance. Il sera difficile de vous faire prendre des vessies pour des lanternes ! Uranus vous engage sur la voie de l'indépendance, votre nouvel aplomb sera un atout sérieux dans votre quotidien : vous savez désormais clairement ce que vous voulez.



Balance (23 septembre – 22 octobre)

Durant cette semaine, l'opposition de Jupiter à votre Soleil vous rend excessif et induit un manque de réalisme, des réactions inappropriées, des excès d'orgueil, des problèmes d'intégration aux conventions sociales et des échanges peu harmonieux. Vos écarts et votre comportement vous font passer à côté de nombreuses occasions. Votre fierté naturelle gêne un brin une réconciliation avec votre moitié.



Scorpion (23 octobre – 21 novembre)

Votre optimisme remonte en flèche, cette semaine. Vous trouverez aisément des circonstances propices à votre évolution, même si les situations ne sont pas mirobolantes, vous saurez en tirer le meilleur parti grâce à votre sens de l'astuce. Vous n'aurez pas de mal à entraîner les autres dans vos projets des plus sérieux aux plus fantaisistes sur le court terme. Vous fonctionnez comme un radar.



Sagittaire (22 octobre – 20 décembre)

La semaine est prometteuse, les sentiments affectifs s'enflamment, vous débordez de bonnes intentions. Cependant trop de gentillesse pourrait vous faire fuir, par moments vous restez encore un peu méfiant. Bonne nouvelle, vous êtes confronté à des circonstances particulièrement savoureuses en cette semaine.



Capricorne (21 décembre – 19 janvier)

Avec l'arrivée du soleil dans votre signe de naissance, vous n'avez pas peur de vous investir sans compter. Vous faites face à vos obligations et vous accomplissez des choses positives. Mais en ce mois anniversaire, il serait favorable de lâcher un peu la pression et de jouir de l'existence. Vous trouvez votre bonheur dans des plaisirs simples de la vie l'amour, la musique, les bons petits plats...



Verseau (20 janvier – 10 février)

Cette semaine, votre épanouissement personnel est au cœur de vos préoccupations. Jupiter en sextile réveille des énergies vitales, très bénéfiques pour vous lancer dans un grand ménage affectif. Votre sagesse vous évite des dérives et un coup de pouce du destin vous aide à juguler votre impatience.



Poissons (10 février – 20 mars)

Vous ne perdez pas de temps, cette semaine, vous allez à l'essentiel, quelle que soit votre démarche et cette attitude vous réussit. Vous êtes prêt à faire évoluer les choses, quitte à provoquer vos interlocuteurs qui ne refusent pas un peu de stimulation intellectuelle. Votre audace et votre enthousiasme conviennent à ceux qui n'ont pas envie de s'ennuyer.

4 Images 1 Mot
Nombre de lettres du mot : 5

Réponse de la semaine dernière : Béquille

Le Xournal

Version digitale



(ni plaire, ni déplaire, encore moins complaire)
12, ave Lys, Morc La Cochelyle, Baie-du-Tombeau

CEO : JIMMY JEAN-LOUIS
Rédacteur en chef : JOEL MARIANNE
Journalistes : Sanjay Bijloll
Email : lexournal@gmail.com
Tel 214 1046

Publicités : 5 758 7011 WhatsApp : 5 7738640

Hotline : 5921 1111

Instagram : @lexournal
Facebook : Le Xournal

Recette

Tiramisu aux framboises et biscuits roses

Ingrédients

3 Jaunes d'œufs
50 g Sucre
5 cl Eau de rose

CRÈME AU MASCARPONE

250 g Mascarpone
10 cl Crème fleurette
5 cl de sirop de rose

BISCUITS

8 Biscuits roses de Reims
DÉCORATION
200 g Framboises

Préparation

Préparer le sabayon dans un grand bol : battre les jaunes d'œufs avec le sucre et l'eau de rose. Placer le bol au-dessus d'une casserole d'eau frémissante (pas bouillante) et battre 10 minutes à l'aide d'un fouet électrique jusqu'à obtenir une mousse légère. Laisser refroidir, en mélangeant de temps en temps.

Mélanger le mascarpone avec le sirop de rose, puis incorporer délicatement le tout au sabayon. Fouetter la crème fleurette en chantilly avant de l'ajouter à la préparation.

Déposer la crème au sabayon dans le fond d'un plat ou dans des verrines. Imbiber les biscuits roses de Reims dans l'eau de rose et les déposer par-dessus la crème (2 biscuits par verrine). Recouvrir de crème au sabayon. Réserver au moins 2 heures au réfrigérateur. Décorer avec les framboises avant de servir.



Note

Le tiramisu aux framboises et biscuits roses, un délicieux dessert à base de crème au mascarpone et de biscuits roses de Reims imbibés dans l'eau de rose.

BROUGHT TO YOU
BY SUPERSPORT



GUET FOOTBALL LI OSI SIMP KI ENN SMS.



Send 'Showmax' by SMS
to **8684** to activate on your mobile

Rs 625/month*

showmax
series | movies | kids | sport

myt.mu



*For Prepay only. Conditions apply.